

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1124

29 avril 2015

SOMMAIRE

9 West Finance S.à r.l.	53915	SHCO 79 S.à. r.l.	53909
Apeo Consultants	53911	Singularity Holdings S.A.	53912
Arch S.A.	53911	Skyline Real Estate S.A.	53914
Bellevue Investments S.A., SPF	53909	SPLENDID BUSINESS INVEST S.A., so-	
Gatin Lux	53951	ciété de gestion de patrimoine familial	
Goodman European Business Park Fund		53912
(Lux) S.à r.l.	53918	Swiss & Global Asset Management (Lu-	
Harald Gerhards Construction S.A R.L. ..	53920	xembourg) S.A.	53923
Helping Group Holding S.à r.l.	53924	Thaddeus et Cie S.A.	53913
Meccanica Bologna	53908	TIAA Lux 11 S.à r.l.	53912
NDH Communication	53908	TMF Fund Services (Luxembourg) S.A. ..	53913
NDH Communication	53908	TNT EXPRESS (Luxembourg) S.A.	53913
Netdesign S.A.	53907	Tourist S.à r.l.	53916
Netdesign S.A.	53906	Tumavero Holding S. à r. l.	53906
Nord Plâtre Sàrl	53906	Two Thousand S.à.r.l.	53907
Nova-Via S.A.	53906	Ultimo Portfolio Investment (Luxem-	
Nova-Via S.A.	53906	bourg) S.A.	53914
NSV Holdings S.A.	53907	Um Gringert IV S.A.	53909
Patron Utrecht S.à r.l.	53907	Uni-Select Luxembourg S.à r.l.	53907
Prologis European Logistics Partners S.à		Valcon Acquisition Holding (Luxembourg)	
r.l.	53908	S.à r.l.	53914
River Melody Sàrl	53952	Verim S.A.	53915
Sea Dream S.A.	53908	XLS-Invest SA	53915
SEB Asset Management S.A.	53913	YBL S.A.	53914
SE Investmentfund-FIS	53909	YH Holdings S.C.Sp.	53910

Nord Plâtre Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9743 Crendal, Maison 14.

R.C.S. Luxembourg B 165.556.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015043092/9.

(150049343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Netdesign S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 35, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 102.196.

Je vous prie de bien vouloir prendre note par la présente de ma démission en tant qu'administrateur de Netdesign sa inscrit au RCSL sous le numéro B102196 avec effet immédiat.

Luxembourg, le 1^{er} janvier 2015.

Oesch Robert.

Référence de publication: 2015043087/10.

(150049155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Nova-Via S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3321 Berchem, 32, rue Meckenheck.

R.C.S. Luxembourg B 157.490.

Par la présente, je soussigné, Monsieur Marcel WILWERT, démissionne de mon poste d'administrateur de la société NOVA-VIA S.A., inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157490.

Bettembourg, le 06/03/2015.

Marcel WILWERT.

Référence de publication: 2015043098/10.

(150049386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Nova-Via S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3321 Berchem, 32, rue Meckenheck.

R.C.S. Luxembourg B 157.490.

Par la présente, je soussigné, Monsieur Marcel WILWERT, démissionne de mon poste de délégué du conseil d'administration de la société NOVA-VIA S.A., inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157490.

Bettembourg, le 04/02/2015.

Marcel WILWERT.

Référence de publication: 2015043099/11.

(150049386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Tumavero Holding S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 127.539.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2015.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2015043765/14.

(150050189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2015.

Netdesign S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 35, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 102.196.

Je vous prie de bien vouloir prendre note par la présente de ma démission en tant qu'administrateur de Netdesign sa inscrit au RCSL sous le numéro B102196 avec effet immédiat.

Luxembourg, le 1^{er} janvier 2015.

Oesch Robert.

Référence de publication: 2015043086/10.

(150049155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Patron Utrecht S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 165.950.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015042515/10.

(150048943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2015.

Two Thousand S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 88.903.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TWO THOUSAND S.à.r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015042629/11.

(150048767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2015.

Uni-Select Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 148.769.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2015042631/11.

(150048327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2015.

NSV Holdings S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 135.327.

Avec effet au 15 Novembre, 2014 M Paul de Haan, a démissionné de son mandat de gérant de la Société.
Et, à la même date, Mme Mireille Herbrand a démissionnée de son mandat de commissaire de la Société.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NSV Holdings S.A.

Référence de publication: 2015043101/12.

(150049431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Meccanica Bologna, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2268 Luxembourg, 30, rue d'Orchimont.

R.C.S. Luxembourg B 181.561.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015043060/9.

(150049704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

NDH Communication, Société Anonyme.

Siège social: L-4048 Esch-sur-Alzette, 17, rue Helen Buchholtz.

R.C.S. Luxembourg B 179.612.

Extrait des résolutions du conseil d'administration du 12 août 2013

Madame Hanan BECK, née BAHRAR le 26 mars 1982 à Forbach (France), demeurant 37, Boucle Georges Sand à F-57310 Guénange (France), est nommée Déléguée à la gestion journalière de la société pour une durée indéterminée.

Référence de publication: 2015043081/10.

(150049130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

NDH Communication, Société Anonyme.

Siège social: L-4048 Esch-sur-Alzette, 17, rue Helen Buchholtz.

R.C.S. Luxembourg B 179.612.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Version abrégée du dépôt des comptes annuels (art. 81 de la Loi du 19 décembre 2002)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015043082/10.

(150049152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Prologis European Logistics Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 174.332.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015041908/10.

(150047693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

Sea Dream S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 82.191.

EXTRAIT

La société GLH SHIPPING S.A., administrateur de la société SEA DREAM S.A., a changé la dénomination en YACHT REGISTRATION ASSOCIATES S.A. en date du 15/12/2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

André HARPES

Le domiciliataire

Référence de publication: 2015041971/15.

(150047733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

Bellevue Investments S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 181.434.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 18 mars 2015.

Référence de publication: 2015042733/10.

(150049523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Um Gringert IV S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9151 Eschdorf, 1, Op der Heelt.
R.C.S. Luxembourg B 135.291.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

John Dondlinger

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2015042049/11.

(150047548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

SE Investmentfund-FIS, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 133.298.

Die Bilanz zum 30. September 2014 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. September 2014 abgelaufene Geschäftsjahr wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 13. März 2015.

Für die SE Investmentfund - FIS

Die Zentralverwaltungsstelle:

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Référence de publication: 2015041970/15.

(150047403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

SHCO 79 S.à. r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 188.415.

Il est porté à la connaissance du public qu'en vertu de, entre autres, un contrat de vente en date du 31 janvier 2015, avec effet à compter de ladite date, la personne suivante est l'associé unique de la société, détenant toutes les 12.500 parts sociales formant le capital social de la société:

Luxembourg Investment Company 33 S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg sous le numéro B 193884, dont le siège (6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg) est dénoncé

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mars 2015.

Pour la société

Van Campen Liem Luxembourg

Référence de publication: 2015041979/18.

(150047352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

YH Holdings S.C.Sp., Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 195.392.

Excerpts of the limited partnership agreement (the “agreement”) of the partnership executed on 23 December 2014

1. Partner who is jointly and severally liable. Henley 360 502H S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under number B 192381, having its registered office at 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg (the “General Partner”).

2. Name, Partnership’s purpose and registered office.**I. Name**

“YH Holdings S.C.Sp.”, a special limited partnership (société en commandite spéciale).

II. Purpose

The purpose of the Partnership is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, limited partnerships or other entities and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realisation by sale, public offering, exchange or otherwise.

The Partnership may further guarantee, grant security or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Partnership, but the Partnership will not grant loans to such companies.

The Partnership may raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

An additional purpose of the Partnership is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Partnership may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful in accomplishment of these purposes. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other companies.

III. Registered Office

33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

IV. Business Year

The financial year of the Partnership shall be the calendar year.

3. Designation of the manager and signatory powers. The management (gérance) of the Partnership is vested in the General Partner.

The General Partner shall represent the Partnership vis-à-vis third parties.

4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends. The Partnership commences as from 23 December 2014 and is organized for a term of eighty (80) years from the initial date of the Partnership Agreement.

Suit la traduction française du texte qui précède

Extrait du contrat social (le “contrat”) de la société conclu le 23 décembre 2014

1. Associé solidaire. Henley 360 502H S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché du Luxembourg et immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 192381 (l’«Associé Commandité»).

2. Dénomination, objet social et siège social.**I. Dénomination**

“YH Holdings S.C.Sp.”, une société en commandite spéciale.

II. Objet social (traduction libre du texte original anglais)

La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, des sociétés en commandite ou d’autres entités et de toute autre forme de placement, l’acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l’administration, la gestion, le contrôle et le développement de son portefeuille de participations en vue de sa mise en valeur par vente, offre publique, échange ou autrement.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, mais la Société n'accordera pas de prêts à ces sociétés.

La Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

La Société a, en outre, pour objet l'acquisition et la vente de biens immobiliers soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger, y compris la détention de participations directes ou indirectes dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle estimées utiles pour l'accomplissement de ces objets. La Société exerce tous les droits et obligations liés aux parts ou intérêts qu'elle détient dans d'autres entités.

III. Siège social

33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

IV. Exercice Social

L'exercice social de la Société correspond à l'année civile.

3. Désignation du gérant et pouvoirs de signature. L'Associé Commandité est chargé de la gérance de la Société. L'Associé Commandité représente la Société vis-à-vis des tiers.

4. Date à laquelle la Société commence et à laquelle elle se termine. La Société est créée le 23 décembre 2014 et est organisée pour une durée de quatre-vingt (80) années à partir de la date initiale du Contrat.

Référence de publication: 2015043286/78.

(150048860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Apeo Consultants, Société Anonyme.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.

R.C.S. Luxembourg B 183.667.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 12 Mars 2015

L'assemblée décide d'informer le Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg du changement d'adresse du Commissaire aux Comptes de la Société, comme suit:

Tax Consult S.A., 6 Place de Nancy, L-2212 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

APEO S.A.

Signature

Référence de publication: 2015042712/14.

(150049611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Arch S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 79.021.

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'actionnaire unique en date du 1^{er} décembre 2014:

- Renouvellement du mandat d'administrateur de la société de Madame Florence Bastin, ayant comme adresse professionnelle La Fiduciaire du Grand-Duché de Luxembourg - FLUX Sàrl, 29, Boulevard Prince-Henri, L-1724 Luxembourg. Son mandat a été renouvelé jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes arrêtés au 30 juin 2014.

- Renouvellement du mandat d'administrateur de la société de Monsieur Samer Abdul-Samad, ayant comme adresse professionnelle 7000 Cardinal Place, Dublin, Ohio 43017, États-Unis d'Amérique. Son mandat a été renouvelé jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes arrêtés au 30 juin 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 mars 2015.

Référence de publication: 2015042714/16.

(150049586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Singularity Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 163.684.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2015.

Référence de publication: 2015043198/10.

(150049377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

SPLENDID BUSINESS INVEST S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 175.804.

Extrait de la résolution prise lors du Conseil d'Administration tenu le 16 février 2015

Le Conseil d'Administration prend, à l'unanimité, la décision de nommer la Société Anonyme Banque International à Luxembourg S.A., dont le siège social est fixé à L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch (inscrite auprès du RCS de et à Luxembourg sous la section B numéro 6.307) comme dépositaire des titres au porteur de la société.

Luxembourg, le 16 février 2015.

SPLENDID BUSINESS INVEST SA SPF

Référence de publication: 2015043211/14.

(150049134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

TIAA Lux 11 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.233.800,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 167.150.

Par résolutions prises en date du 23 janvier 2015, les associés ont:

1. nommé Willem-Arnoud van Rooyen, avec adresse professionnelle au 7A, rue Robert Stümper, L - 2557 Luxembourg, au mandat de gérant de catégorie B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. nommé Allyson Casey Foulks, avec adresse professionnelle au 8500, Andrew Carnagie Boulevard, 28262-8500, Charlotte, North Carolina, Etats-Unis, au mandat de gérant de catégorie B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

3. accepté la démission de Mark J. Wood, avec adresse professionnelle au 730, Third Avenue, 4^{ème} étage, 10017 New York, Etats-Unis de son mandat de gérant de catégorie A, avec effet immédiat;

4. reclassé le mandat du gérant de catégorie B, Bruno Bagnouls, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en gérant de catégorie A, avec effet immédiat;

5. reclassé le mandat du gérant de catégorie B, Karl Heinz Dick, avec adresse au 53, Tontelerwee, L-8552 Oberpallen, en gérant de catégorie A, avec effet immédiat;

6. reclassé le mandat du gérant de catégorie A, Robert J. Redican, avec adresse professionnelle au 730, Third Avenue, 4^{ème} étage, 10017 New York, Etats-Unis, en gérant de catégorie B, avec effet immédiat;

7. pris connaissance que le conseil de gérance se compose comme suit:

- Bruno Bagnouls, précité, gérant de catégorie A
- Karl Heinz Dick, précité, gérant de catégorie A
- Robert J. Redican, précité, gérant de catégorie B
- Willem-Arnoud van Rooyen, précité, gérant de catégorie B
- Allyson Casey Foulks, précitée, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2015.

Référence de publication: 2015043241/30.

(150049395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Thaddeus et Cie S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, Zone Industrielle Um Monkeler.
R.C.S. Luxembourg B 47.625.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015043239/9.

(150049131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

SEB Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.
R.C.S. Luxembourg B 28.468.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015043196/10.

(150049403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

TMF Fund Services (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 66.384.

—
Extrait de procès-verbal

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration tenu le 6 Mars 2015 que:

- Le Conseil a validé avec effet immédiat au 6 Mars 2015, la démission de Monsieur Hedderman Mark, né le 20.07.1974 à Dublin (Irlande), ayant son adresse professionnelle au 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, de son mandat d'administrateur de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 Mars 2015.

Pour la Société
Jan Lubawinski
Administrateur

Référence de publication: 2015043242/17.

(150049707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

TNT EXPRESS (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3290 Bettembourg, Zone d'Activités Economiques Krakelshaff.
R.C.S. Luxembourg B 20.133.

—
EXTRAIT

Dépôt rectificatif - Numéro de dépôt initial: L150001791 déposé en date du 6 janvier 2015 auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg

Il est noté que Monsieur Erik Petrus Cornelis Uljee, né le 21 novembre 1971, à Amsterdam (Pays-Bas), résidant à Geschutswerf 53, 1018 AW, Amsterdam, Pays-Bas, a été coopté en qualité d'administrateur de catégorie A de la Société, avec effet à compter du 5 décembre 2014 et non pas du 6 décembre 2014 et jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires de la Société devant se tenir en 2017.

Cette cooptation fera l'objet d'une approbation définitive par la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société.

Luxembourg, le 17 mars 2015.

Pour la Société

Référence de publication: 2015043243/18.

(150049574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Skyline Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 179.333.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015043200/9.

(150049110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

YBL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 134.437.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015043285/10.

(150049604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Valcon Acquisition Holding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 9.007.875,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 115.926.

Extrait rectificatif sur dépôt numéro L060100520 du 20 septembre 2006

Le dépôt L060100520 du 20 septembre 2006 mentionne entre autre que M. Michael Soo-Hyun Chae est nommé en tant que gérant de catégorie B de la Société.

Or, cette information est erronée et il convient donc de lire que M. Michael Soo-Hyun Chae est nommé en tant que gérant de catégorie B de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2015.

Référence de publication: 2015043254/15.

(150048996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Ultimo Portfolio Investment (Luxembourg) S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 95.089.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 16 mars 2015

1. M. Morten HORNNES, a été révoqué de son mandat d'Administrateur, avec effet immédiat.

2. M. Nicolas GASZTONYI, a démissionné de son mandat d'Administrateur, avec effet immédiat.

3. M. Erik Just JOHNSEN, administrateur de sociétés, né à Bergen (Norvège), le 22 février 1961, demeurant professionnellement à Haakon VII's gt. 2, 7 etg., 0119 Oslo, Norvège, a été nommé comme Administrateur, avec effet immédiat, jusqu'à l'assemblée annuelle de l'année 2021.

4. Mme Kristine VANAGA-MIHAILOVA, administrateur de sociétés, née à Riga (Lettonie), le 8 août 1979, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme Administrateur, avec effet immédiat, jusqu'à l'assemblée annuelle de l'année 2021.

Luxembourg, le 18 mars 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour *Ultimo Portfolio Investment (Luxembourg) S.A.*

Un mandataire

Référence de publication: 2015043247/20.

(150049684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

9 West Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 188.581.

EXTRAIT

En date du 17 Mars 2015, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de M. Vishal Sookloll en tant que gérant B, est acceptée avec effet au 17 mars 2015;
- M. Peter Lundin, né le 10 Septembre 1976, à Kalmar, Suède avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant B de la société avec effet au 17 mars 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 18 mars 2015.

Référence de publication: 2015043292/14.

(150049656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Verim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 50.912.

EXTRAIT

En date du 27 février 2015, les actionnaires ont pris les résolutions suivantes:

- le mandat de réviseur d'entreprises agréé de PricewaterhouseCoopers est renouvelé de 2012 jusqu'à l'assemblée générale de 2015;
- la durée du mandat des administrateurs Kaliroi Thouas et Laetitia Vauchez votée le 18 avril 2014 sera finalement d'une durée de 3 ans.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 2 mars 2015.

Référence de publication: 2015043271/15.

(150049067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

XLS-Invest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5627 Mondorf-les-Bains, 15, avenue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 165.109.

Extrait d'une assemblée générale extraordinaire du 23 janvier 2015

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire sous seing privé du 23 janvier 2015, concernant la société "XLS-INVEST SA", avec siège social à L-55627 Mondorf-les-Bains, 15, avenue Lou Hemmer, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B165.109, que:

1. Les actionnaires décident de révoquer la société DISPO LOGIC SA (anc. POEMA BUSINESS GROUP (P.B.G.) SA) et Alban MASSON, de leurs fonctions d'administrateurs.
2. Ils décident de nommer Herman SWANNET, employé privé, demeurant professionnellement à L-5627 Mondorf-les-Bains, 15, avenue Lou Hemmer et Sybille SIX, employée privée, demeurant à L-9641 Brachtenbach, Maison 9B, administrateurs de la société.
3. Ils décident de révoquer la société MOURA, s.à r.l. de ses fonctions de commissaire aux comptes.
4. Ils décident de nommer la société CONNECTING YOU SARL (RC:B 93.960), avec siège social à L-5573 Remich, 6, Montée Saint-Urbain, commissaire aux comptes de la société.
5. Ils décident de renouveler le mandat de l'administrateur Erik HERMANS, employé privé, demeurant à L-9641 Brachtenbach, Maison 9B.
6. Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes prendra fin lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2015.

Référence de publication: 2015043283/25.

(150049475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Tourist S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6210 Consdorf, 3, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 195.390.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le neuvième jour du mois de mars;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1) Madame Maria Manuela RODRIGUES DA COSTA FERREIRA, gérante de sociétés, née à Resende (Portugal), le 14 mars 1972, demeurant à L-6212 Consdorf, 16, route d'Echternach; et

2) Monsieur Gabriel David DA MOUTA FERREIRA, gérant de sociétés, né à Resende (Portugal), le 9 juillet 1973, demeurant à L-6212 Consdorf, 16, route d'Echternach.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer par les présentes et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er} . Il est formé par la présente, entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée "TOURIST S.à r.l.", (ci-après la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 2. La Société a pour objet l'exploitation d'un restaurant avec débit de boissons alcooliques et non-alcooliques.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Consdorf (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à l'/aux associé(s) en proportion avec sa/leur participation dans le capital de la Société.

La gérance est autorisée à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. la gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents Statuts.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Madame Maria Manuela RODRIGUES DA COSTA FERREIRA, pré-qualifiée, cinquante parts sociales	50
2) Monsieur Gabriel David DA MOUTA FERREIRA, pré-qualifié,	50
Total: cent parts sociales,	100

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Loi anti-blanchiment

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la Société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la Société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le siège social est établi à L-6210 Consdorf, 3, route de Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:
 - Monsieur António FERREIRA MONTEIRO, cuisinier, né à S. Cipriano (Portugal), le 25 juin 1967, demeurant L-6350 Dillingen, 1, route de Grundhof, gérant technique; et
 - Madame Maria Manuela RODRIGUES DA COSTA FERREIRA, gérante de sociétés, née à Resende (Portugal), le 14 mars 1972, demeurant à L-6212 Consdorf, 16, route d'Echternach, gérante administrative.
3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature conjointe du gérant technique et de la gérante administrative.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé ensemble avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. M. RODRIGUES DA COSTA FERREIRA, G. D. DA MOUTA FERREIRA, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 10 mars 2015. 2LAC/2015/5168. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 17 mars 2015.

Référence de publication: 2015043246/138.

(150048942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Goodman European Business Park Fund (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 94.572.

In the year two thousand fifteen, on the fourth of March.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, to whom remains the present deed.

THERE APPEARED:

1. Goodman UK Limited, a company with registered address at Central Boulevard, Blythe Valley Park, Nelson House, B908BG Solihull, West Midlands, United Kingdom, under registered number 3625138,

2. Tamweelview S.A., a company with registered address at 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, RCS Luxembourg B 66944,

3. AVIVA Life and Pensions UK Limited, a company with registered office at 2, Rougier Street, Y0901UU York, United Kingdom, under registered number 03253947,

All here represented by Christina Mouradian, with professional address in Luxembourg, by virtue of three proxies given under private seal.

Said proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing parties, represented as thereabove mentioned, have requested the undersigned notary to enact the following:

- that they are the actual partners of Goodman European Business park Fund (Lux) S.à r.l., société à responsabilité limitée, having its registered office in L-1855 Luxembourg, 47, avenue John F. Kennedy, incorporated by a notarial deed, on June 19, 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 840 of August 14, 2003 and amended for the last time on March 12, 2008, by a deed of Maître Jean Joseph Wagner, notary residing in Sanem, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1278 of May 26, 2008 (the "Company").
- that the partners have taken the following resolutions:

First resolution

It is resolved to split the two thousand one (2,001) shares, having a nominal value of twenty-five euro (25.- EUR) each and to convert them into twenty thousand ten (20,010) shares, having a nominal value of two euro fifty cents (2.50.- EUR) each.

The shares are attributed as follows:

- | | |
|--|-------|
| 1. Goodman UK Limited, prenamed,
Three thousand one hundred and ten shares | 3,110 |
| 2. Tamweelview S.A.,
Eight thousand four hundred and fifty shares | 8,450 |
| 3. AVIVA Life and Pensions UK Limited, prenamed,
Eight thousand four hundred and fifty shares | 8,450 |

Second resolution

As a consequence of the First Resolution, It is resolved to amend article 8 of the articles of association, to read as follows:

“The capital is set at FIFTY THOUSAND TWENTY-FIVE EURO (50,025.-EUR) divided into twenty thousand ten (20,010) shares, having a nominal value of two euro fifty cents (2.50.- EUR) each.”

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately EUR 1,500.-

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, the said proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quatre mars.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Goodman UK Limited, une société avec siège social à Central Boulevard, Blythe Valley Park, Nelson House, B908BG Solihull, West Midlands, Royaume-Uni, enregistrée sous le numéro 3625138,

2. Tamweelview S.A., une société ayant son siège social au 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, RCS Luxembourg B 66944,

3. AVIVA Life and Pensions UK Limited, une société ayant son siège social au 2, Rougier Street, Y0901UU York, Royaume-Uni, enregistrée sous le numéro 03253947,

Toutes ici représentées par Christina Mouradian, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu de trois procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'elles sont les associés actuels de la société Goodman European Business park Fund (Lux) S.à r.l., société à responsabilité limitée, constituée suivant acte notarié, en date du 19 juin 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 840 du 14 août 2003 (la "Société") et modifié pour la dernière fois suivant acte reçu par

Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en date du 12 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1278 du 26 mai 2008.

- Qu'elles ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de diviser les deux mille une (2.001) parts sociales, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (25.- EUR) chacune et de les convertir en vingt mille dix (20.010) parts sociales, ayant une valeur nominale de deux euros cinquante centimes (2,50.- EUR) chacune.

Les parts sont attribuées comme suit:

1. Goodman UK Limited, préqualifiée,

Trois mille cent dix parts sociales 3.110

2. Tamweelview S.A., préqualifiée

Huit mille quatre cent cinquante parts sociales 8.450

3. AVIVA Life and Pensions UK Limited, préqualifiée,

Huit mille quatre cent cinquante parts sociales 8.450

Seconde résolution

Par conséquent, les associés décident de modifier l'article 8 des statuts afin de le lire comme suit:

«Le capital social est fixé à la somme de CINQUANTE MILLE VINGT-CINQ EUROS (50.025.- EUR) représenté par vingt mille dix (20.010) parts sociales ayant une valeur nominale de deux euros cinquante centimes (2,50.-EUR) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ EUR 1.500.-

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. MOURADIAN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 6 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/7066. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 mars 2015.

Référence de publication: 2015041605/106.

(150047699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

Harald Gerhards Construction S.A R.L., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 46, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 195.350.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn,

Den siebenundzwanzigsten Februar,

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo GOEDERT, mit dem Amtswohnsitz zu Düdelingen.

Ist erschienen:

Herr Harald Albert GERHARDS, Bauunternehmer, geboren am 20. April 1965 in Gillenfeld (Deutschland), wohnhaft in D-54558 Gillenfeld, Schwalbenweg 22,

hier vertreten durch Herrn Philippe STANKO, Privatangestellter, berufensässig in Grevenmacher, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift,

welche Vollmacht, nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt bleibt, um mit derselben formalisiert zu werden,

Welcher Komparent den unterzeichneten Notar ersucht die Satzungen einer von ihm zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Gesellschaftsform. Der Komparent gründet eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach luxemburgischem Recht, der er den nachstehenden Gesellschaftsvertrag sowie die diesbezügliche Gesetzgebung zu Grunde legt.

Die Gesellschaft begreift anfangs einen alleinigen Gesellschafter der Inhaber der gesamten Gesellschaftsanteile ist; die Gesellschaft kann zu jeder Zeit mehrere Gesellschafter begreifen auf Grund von Gesellschaftsanteilsabtretungen oder Schaffung von neuen Gesellschaftsanteilen, um dann wieder zur Einmanngesellschaft zu werden durch Vereinigung aller Gesellschaftsanteile in einer Hand.

Art. 2. Gegenstand. Der Zweck der Gesellschaft besteht sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland im Führen einer Bauunternehmung in allen Bereichen des Hoch-, Tief- und Innenausbau. Die Gesellschaft wird außerdem Tätigkeiten als Bauträger ausführen.

Desweiteren hat die Gesellschaft zum Zweck Beteiligungen unter welcher Form auch immer, an jeglichen Unternehmen, ob ziviler, kommerzieller, industrieller, oder finanzieller Art, ob in Luxemburg oder im Ausland, zu erwerben, durch Beteiligung an deren Kapital, durch Titel und Stimmrechte, durch Einbringen von Werten, durch Zeichnung, durch Option, Ankauf, Tausch, Aushandeln, oder auf jegliche andere Art und Weise, sowie auch den Erwerb von Patenten, Markenrechten, Lizenzkonzessionen, sowie den Erwerb von Mobilien- oder Immobilien, sowie deren Verwaltung und Verkauf.

Sie kann auch den Unternehmen in denen sie Interessen erwirbt, sowie Dritten, jegliche Unterstützung und finanzielle Hilfestellung zuwenden, dies auch unter der Form von Darlehen, Vorschüssen, Garantien, sowie sie auch Mittel leihen kann, sogar durch Ausgabe von Anleihen, oder sich anders verschulden um ihren Gesellschaftszweck zu erfüllen.

Sie kann generell jegliche kommerzielle, industrielle, mobiliare, immobilare oder finanzielle Transaktionen ausführen, sowie auch Dienstleistungen erbringen, dies sowohl im Großherzogtum Luxemburg wie auch im Ausland, sowie alle Transaktionen ausführen, welche der Erfüllung ihres Gesellschaftszweckes dienen.

Art. 3. Bezeichnung. Die Gesellschaftsbezeichnung lautet „Harald Gerhards Construction S.A R.L.“.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 5. Sitz. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Wasserbillig.

Er kann durch einfachen Beschluss des alleinigen Gesellschafter oder der Gesellschafter, je nach Fall, an jeden anderen Ort Luxemburg verlegt werden.

Die Gesellschaft ist ermächtigt im Inland und im Ausland Zweigniederlassungen und Verkaufsbüros zu eröffnen.

Art. 6. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.-€), und ist eingeteilt in einhundert (100) Gesellschaftsanteile von je einhundertfünfundzwanzig Euro (125.- €) pro Anteil.

Das Gesellschaftskapital wurde voll gezeichnet und vollständig und in bar eingezahlt von dem alleinigen Gesellschafter, dem Komparenten Herrn Harald Albert GERHARDS, vorgenannt, dem alle Gesellschaftsanteile zugeteilt wurden.

Die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- €) steht ab sofort der Gesellschaft zur Verfügung, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde und von diesem ausdrücklich bestätigt wird.

Art. 7. Änderung des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital kann zu jeder Zeit, durch Beschluss des alleinigen Gesellschafter oder durch einstimmigen Beschluss der Gesellschafter, je nach Fall, abgeändert werden.

Art. 8. Rechte und Pflichten der Gesellschafter. Jeder Gesellschaftsanteil gibt das gleiche Recht.

Jeder Gesellschaftsanteil gibt Recht auf eine Stimme bei allen Abstimmungen.

Falls die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter zählt, so hat dieser alle Rechte und Befugnisse die die Gesellschafter auf Grund des Gesetzes und der gegenwärtigen Statuten haben.

Es ist einem jeden Gesellschafter sowie seinen Gläubigern und Rechtsnachfolgern untersagt Siegel auf die Gesellschaftsgüter auflegen zu lassen oder ein gerichtliches Inventar derselben zu erstellen oder irgendwelche Maßnahmen zu ergreifen welche die Tätigkeit der Gesellschaft beeinträchtigen könnten.

Art. 9. Unteilbarkeit der Gesellschaftsanteile. Die Gesellschaftsanteile sind unteilbar gegenüber der Gesellschaft die nur einen einzigen Eigentümer für einen jeden Anteil anerkennt.

Ist der Anteil eines Gesellschafter auf Grund gesetzlicher oder testamentarischer Erbfolge einer Mehrheit von Erben zugefallen, so haben die Erben spätestens sechs Wochen nach Annahme der Erbschaft eine gemeinsame Erklärung darüber abzugeben, wer von ihnen in Zukunft, während der Unzerteiltheit, das Stimmrecht für den gesamten Anteil ausüben wird.

Wenn die Nutznießung und das bloße Eigentum eines Anteils zwei verschiedenen Personen gehören, so wird das Stimmrecht durch den Nutznießer ausgeübt.

Art. 10. Übertragung der Anteile.

1. Übertragung im Falle eines alleinigen Gesellschafter.

Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen ist frei.

2. Übertragung im Falle von mehreren Gesellschaftern.

Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Gesellschaftern ist frei.

Für die Übertragung von Gesellschaftsanteilen an Dritte, sei es unter Lebenden, sei es infolge Sterbefalls, ist immer die Einstimmigkeit aller Gesellschafter erforderlich; geschieht die Übertragung der Gesellschaftsanteile jedoch im Sterbefall an die Nachkommen in direkter Linie oder an den überlebenden Ehepartner, ist die Zustimmung der anderen Gesellschafter nicht erforderlich.

Im Falle wo die Übertragung der Gesellschaftsanteile der Zustimmung der anderen Gesellschafter unterliegt, steht diesen ein Vorkaufsrecht auf die abzutretenden Gesellschaftsanteile zu, im Verhältnis ihrer bisherigen Gesellschaftsanteile. Falls das Vorkaufsrecht ausgeübt wird, aber keine Einigung über den Verkaufspreis der Gesellschaftsanteile erzielt wird, berechnet sich der Verkaufspreis auf Grund der Durchschnittsbilanz der drei letzten vorangegangenen Geschäftsjahren und, sollte die Gesellschaft noch keine drei Jahre existieren, auf Grund der Bilanz des letzten vorangegangenen oder der zwei letzten vorangegangenen Geschäftsjahren.

Art. 11. Tod, Entmündigung, Konkurs des Gesellschafters. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod, noch die Entmündigung, den Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit des alleinigen Gesellschafters oder eines der Gesellschafter.

Art. 12. Geschäftsführung. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet und verwaltet. Der oder die Geschäftsführer können Gesellschafter oder Nichtgesellschafter sein.

Der oder die Geschäftsführer haben die ausgedehnten Befugnisse im Namen und für Rechnung der Gesellschaft zu handeln, einschließlich das Verfügungsrecht, sowie das Recht die Gesellschaft gerichtlich oder außergerichtlich zu vertreten.

Der oder die Geschäftsführer werden auf befristete oder unbefristete Dauer ernannt, sei es auf Grund der Satzung, sei es durch den alleinigen Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung.

In letzterem Falle setzt der alleinige Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung, bei der Ernennung des oder der Geschäftsführer, ihre Zahl und die Dauer ihres Mandates fest; bei der Ernennung mehrerer Geschäftsführer werden ebenfalls ihre Befugnisse festgelegt.

Der alleinige Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung kann die Abberufung der Geschäftsführer beschließen. Die Abberufung kann geschehen nicht nur für rechtmäßig begründete Ursachen, sondern ist dem souveränen Ermessen des alleinigen Gesellschafters oder der Gesellschafterversammlung überlassen.

Der Geschäftsführer kann für seine Tätigkeit durch ein Gehalt entlohnt werden, das durch den alleinigen Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung festgesetzt wird.

Art. 13. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod noch das Ausscheiden des Geschäftsführers, ob er Gesellschafter oder Nichtgesellschafter ist.

Es ist den Gläubigern, Erben und Rechtsnachfolgern des Geschäftsführers untersagt, Siegel auf die Gesellschaftsgüter auflegen zu lassen oder zum Inventar derselben zu schreiten.

Art. 14. Als einfache Mandatare gehen der oder die Geschäftsführer durch ihre Funktionen keine persönlichen Verpflichtungen bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ein. Sie sind nur für die ordnungsgemäße Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 15. Gesellschafterbeschlüsse.

1. Wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter begreift, so hat dieser alleinige Gesellschafter alle Befugnisse die das Gesetz der Gesellschafterversammlung gibt. Die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters werden in ein Protokollbuch eingetragen oder schriftlich niedergelegt.

2. Wenn die Gesellschaft mehrere Gesellschafter begreift, so sind die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung nur rechtswirksam wenn sie von den Gesellschaftern die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, angenommen werden, es sei denn die gegenwärtige Satzung oder das Gesetz würden anders bestimmen.

3. Für Statutenänderungen sind die in Artikel 199 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften festgelegten Mehrheiten erforderlich.

4. Jeder Gesellschafter hat so viel Stimmen wie er Gesellschaftsanteile besitzt.

Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 17. Inventar - Bilanz. Am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung. Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar. Fünf (5%) Prozent des Reingewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt bis diese zehn Prozent des Stammkapitals erreicht hat. Der verbleibende Gewinn steht dem alleinigen Gesellschafter oder den Gesellschaftern zur freien Verwendung.

Art. 18. Auflösung - Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren, von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Der alleinige Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 19. Schlussbestimmung. Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Kompargenten auf die gesetzlichen Bestimmungen des Gesetzes über die Handelsgesellschaften.

Übergangsbestimmung.

Das erste Geschäftsjahr beginnt heute und endet am 31. Dezember 2015.

Feststellung.

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Schätzungen der Gründerkosten.

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden von den Parteien auf eintausendeinhundert Euro (1.100.- €) geschätzt.

Gesellschafterversammlung.

Sodann erklärt der alleinige Gesellschafter, handelnd an Stelle einer ausserordentlichen Gesellschafterversammlung, folgende Beschlüsse zu nehmen:

- 1) Der Sitz der Gesellschaft wird in L-6630 Wasserbillig, 46, Grand-Rue, festgesetzt.
- 2) Der alleinige Gesellschafter Herr Harald Albert GERHARDS vorgenannt, wird auf unbestimmte Dauer zum alleinigen Geschäftsführer der Gesellschaft mit beschränkter Haftung „Harald Gerhards Construction S.A R.L.“ ernannt.

Die Gesellschaft wird in allen Fällen rechtsverbindlich durch die alleinige Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers verpflichtet.

Hinweis.

Vor Abschluss der gegenwärtigen Urkunde hat der unterzeichnete Notar auf die Notwendigkeit hingewiesen, die administrative Genehmigung zu erhalten zwecks Ausübung des Gesellschaftsgegenstandes.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen wurde zu Grevenmacher, Datum wie eingangs erwähnt,

Und nach Vorlesung an den dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannten Bevollmächtigten des Kompargenten, hat derselbe mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: H. GERHARDS, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 04 mars 2015. Relation: EAC/2015/5105. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 13 mars 2015.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2015041629/161.

(150048206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

Swiss & Global Asset Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 25, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 84.535.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung gehalten in englischer Sprache am 16. März 2015 um 16.00 Uhr

Die Generalversammlung beschließt, die Verwaltungsratsmandate der Herren Andrew Hanges, Michel Malpas, Yvon Lauret, Michele Porro und Martin Jufer bis zur nächsten jährlichen Generalversammlung im Jahr 2016 zu verlängern.

Die Generalversammlung ernennt weiterhin KPMG, Luxemburg, zum unabhängigen Abschlussprüfer der Gesellschaft bis zur nächsten jährlichen Generalversammlung im Jahr 2016.

Für gleichlautenden Auszug

Référence de publication: 2015043184/14.

(150049581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Helping Group Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 29.286,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 184.677.

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of the month of January,
before us, Maître Cosita Delvaux, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1. Rocket Internet AG (formerly Rocket Internet GmbH), a stock corporation (Aktiengesellschaft) existing under the laws of Germany with its statutory seat in Berlin, Germany, registered with the commercial register (Handelsregister) at the local court of Charlottenburg (Amtsgericht Charlottenburg), Germany, under no. HRB 159634 B, having its business address at Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Germany,

being the holder of ten thousand (10,000) common shares of the Company and becoming the holder of one thousand five hundred eighty-seven (1,587) new created series B1 shares of the Company,

here represented by Mr Kristof De Wael, Lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin, on 29th January 2015.

2. Bambino 53. V V UG (haftungsbeschränkt), a limited liability company (Unternehmergesellschaft (haftungsbeschränkt)) existing under the laws of Germany with its statutory seat in Berlin, Germany, registered with the commercial register at the local court of Charlottenburg (Amtsgericht Charlottenburg), Germany, under number HRB 126893 B, having its registered address at Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Germany,

being the holder of two thousand five hundred (2,500) common shares of the Company,

here represented by Mr Kristof De Wael, Lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin, on 26th January 2015.

3. Netris B.V., a limited liability company (Besloten Vennootschap) under the laws of the Netherlands with its registered office in Schiphol, the Netherlands, registered with the commercial register of the Dutch Trade Register, under no. 60628022, having its business address at Schiphol Boulevard 127, 1118BG Schiphol, the Netherlands,

being the holder of four hundred seventeen (417) series A1 shares of the Company,

here represented by Mr Kristof De Wael, Lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Schiphol on 26th January 2015.

4. AISMARE LUX HOLDINGS, a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 176.544, having its registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, and having a share capital of forty-three thousand euros (EUR 43,000),

being the holder of one thousand two hundred fifty (1,250) series A1 shares of the Company,

here represented by Mr Kristof De Wael, Lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in London/Munsbach on 27th January and 29th January 2015.

5. JP Ventures UG (haftungsbeschränkt), a limited liability company (Unternehmergesellschaft (haftungsbeschränkt)) existing under the laws of Germany with its statutory seat in Wehingen, Germany, registered with the commercial register (Handelsregister) at the local court of Stuttgart (Amtsgericht Stuttgart), Germany, under no. HRB 733673, having its business address at Gosheimer Straße 48, 78564 Wehingen, Germany,

being the holder of forty-two (42) series A1 shares of the Company and becoming the holder of ten (10) new created series B1 shares of the Company,

here represented by Mr Kristof De Wael, Lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Zurich on 29th January 2015.

6. Kaltroco Limited, a company incorporated in Jersey with registered number 60595, having its business address at Floor One, Liberation Station, Esplanade, St Helier, Jersey, JE2 3AS,

being the holder of two thousand five hundred (2,500) series A2 shares of the Company and becoming the holder of three hundred eighteen (318) new created series B1 shares of the Company,

here represented by Mr Kristof De Wael, Lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Jersey on 29th January 2015.

7. Phenomen Ventures LP, a company incorporated under the laws of the Cayman Islands, registration number OG - 66003, having its registered office at 89, Nexus Way, Camana Bay, Grand Cayman KY1-9007, Cayman Islands,

being the holder of two thousand eighty-four (2,084) series A3 shares of the Company,

here represented by Mr Kristof De Wael, Lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Moscow on 27th January 2015.

8. Mangrove IV Investments S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 189.521, having its registered office at 20 Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

being the holder of three thousand three hundred thirty-four (3,334) series A4 shares of the Company and becoming the holder of five hundred thirty (530) new created series B1 shares of the Company,

here represented by Mr Kristof De Wael, Lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg on 29th January 2015.

9. TJT (B) (Bermuda) Investment Company Ltd., a limited liability company under the laws of Bermuda with its statutory seat in Hamilton, Bermuda, having its business address at Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton, Bermuda HM11,

being the holder of four hundred seventeen (417) series A5 shares of the Company and becoming the holder of ninety-five (95) new created series B1 shares of the Company,

here represented by Mr Kristof De Wael, Lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Bermuda on 29th January 2015.

10. David W. Zalaznick, born on 16 April 1954, resident at 9 West 57th Street - 33rd Floor, New York, NY 10019, United States of America,

being the holder of four hundred seventeen (417) series A5 shares of the Company,

here represented by Mr Kristof De Wael, Lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in New York on 29th January 2015.

11. Luktev GmbH, a limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) under the laws of Germany with its statutory seat in Berlin, Germany, registered with the commercial register (Handelsregister) at the local court of Charlottenburg (Amtsgericht Charlottenburg), Germany, under no. HRB 119212 B, having its business address at Mohrenstrasse 60, 10117 Berlin, Germany,

being the holder of four hundred seventeen (417) series A5 shares of the Company,

here represented by Mr Kristof De Wael, Lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin on 26th January 2015.

12. Point Nine Capital Fund II GmbH & Co. KG, a limited partnership (Kommanditgesellschaft) under the laws of Germany with its statutory seat in Berlin, Germany, registered with the commercial register (Handelsregister) at the local court of Charlottenburg (Amtsgericht Charlottenburg), Germany, under no. HRA 45915 B, having its business address at Jägerstrasse 65, 10117 Berlin, Germany,

being the holder of three hundred eighty-one (381) series A5 shares of the Company and becoming the holder of eighty-seven (87) new created series B1 shares of the Company,

here represented by Mr Kristof De Wael, Lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin on 28th January 2015.

13. Point Nine Co-Invest II GmbH & Co. KG, a limited partnership (Kommanditgesellschaft) under the laws of Germany with its statutory seat in Berlin, Germany, registered with the commercial register (Handelsregister) at the local court of Charlottenburg (Amtsgericht Charlottenburg), Germany, under no. HRA 45911 B, having its business address at Jägerstrasse 65, 10117 Berlin, Germany,

being the holder of thirty-six (36) series A5 shares of the Company and becoming the holder of seven (7) new created series B1 shares of the Company,

here represented by Mr Kristof De Wael, Lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin on 28th January 2015.

14. L'Arche B.V., a private company with limited liability (Besloten Ven-nootschap met beperkte aansprakelijkheid) under the laws of the Netherlands, registered with the Dutch trade register of the Chambers of Commerce, under no. 33107678, having its business address at Tweede Weteringplantsoen 5, 1017 ZD Amsterdam, the Netherlands, participating and voting only for purposes of agenda points 6 et seq.,

becoming the holder of one thousand five hundred eighty-seven (1,587) new created series B1 shares of the Company,

here represented by Mr Kristof De Wael, Lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Amsterdam on 28th January 2015.

15. Mercura Capital GmbH, a limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) under the laws of Germany with its statutory seat in Starnberg, Germany, registered with the commercial register (Handelsregister) at the local court of Munich (Amtsgericht München) under no. HRB 200948, having its business address at Schießstättstraße 22, 82319 Starnberg, Germany, participating and voting only for purposes of agenda points 6 et seq.,

becoming the holder of seven hundred ninety-four (794) new created series B1 shares of the Company,

here represented by Mr Kristof De Wael, Lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Starnberg on 26th January 2015.

16. SHCO 57 S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with its statutory seat in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B183.425, having its registered office at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, participating and voting only for purposes of agenda points 6 et seqq.,

becoming the holder of four hundred seventy-six (476) new created series B1 shares of the Company, here represented by Mr Kristof De Wael, Lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg on 29th January 2015.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing parties 1., 2., 3., 4., 5., 6., 7., 8., 9., 10., 11., 12. and 13. (the "Existing Shareholders") are all the shareholders of Helping Group Holding S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 184.677 and incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 7 February 2014, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1074 dated 28 April 2014. The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx on 15 December 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Existing Shareholders represent the entire share capital and have waived any notice requirement, and the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on the following agenda whereby the parties 14., 15. and 16. (the "New Investors") participate and vote for the purpose of agenda points 6 et seqq. only:

Agenda

1. Decision to create one (1) new series of shares in the share capital of the Company, namely the series B1 shares, so that the Company will hence have seven (7) series of shares, being the common shares (hereinafter "Common Shares"), the series A1 shares (hereinafter "Series A1 Shares"), the series A2 shares (hereinafter "Series A2 Shares"), the series A3 shares (hereinafter the "Series A3 Shares"), the series A4 shares (hereinafter the "Series A4 Shares"), the series A5 shares (hereinafter the "Series A5 Shares") and the series B1 shares (hereinafter the "Series B1 Shares").

2. Acceptance of L'Arche B.V., aforementioned, as new shareholder of the Company.

3. Acceptance of Mercura Capital GmbH, aforementioned, as new shareholder of the Company.

4. Acceptance of SHCO 57 S.à r.l., aforementioned, as new shareholder of the Company.

5. Increase of the Company's share capital by an amount of five thousand four hundred ninety-one euros (EUR 5,491) so as to raise it from its current amount of twenty-three thousand seven hundred ninety-five euros (EUR 23,795) up to twenty-nine thousand two hundred eighty-six euros (EUR 29,286) by issuing five thousand four hundred ninety-one (5,491) Series B1 Shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

6. Restatement of the articles of association of the Company in order to reflect the capital increase as per the fifth resolution as well as to reflect several amendments to the articles of association following the entry into the capital of the Company by the New Investors.

7. Appointment of Mr. Julien De Mayer as class B manager of the Company.

8. Miscellaneous.

The general meeting of shareholders acknowledges that, for the purposes of the above agenda, all Existing Shareholders have unanimously waived the investors' consent requirement for the amendment of the articles of association of the Company set forth by article 16 of the articles of association of the Company and any preferential subscription right they may have according to article 5.3 of the articles of association of the Company.

Having duly considered each item of the agenda, the general meeting of shareholders unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders decides to create one (1) new series of shares in the share capital of the Company, namely the Series B1 Shares, so that the Company will hence have seven (7) series of shares, being the Common Shares, the Series A1 Shares, the Series A2 Shares, the Series A3 Shares, the Series A4 Shares, the Series A5 Shares and the Series B1 Shares.

Second resolution

The general meeting of shareholders decides to accept L'Arche B.V., aforementioned, as new shareholder of the Company.

Third resolution

The general meeting of shareholders decides to accept Mercura Capital GmbH, aforementioned, as new shareholder of the Company.

Fourth resolution

The general meeting of shareholders decides to accept SHCO 57 S.à r.l., aforementioned, as new shareholder of the Company.

Fifth resolution

The general meeting of shareholders resolves to increase the share capital of the Company by an amount of five thousand four hundred ninety-one euros (EUR 5,491) so as to raise it from its current amount of twenty-three thousand seven hundred ninety-five euros (EUR 23,795) up to twenty-nine thousand two hundred eighty-six euros (EUR 29,286) by issuing five thousand four hundred ninety-one (5,491) Series B1 Shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

Subscription

The five thousand four hundred ninety-one (5,491) Series B1 Shares have been duly subscribed as follows:

- one thousand five hundred eighty-seven (1,587) Series B1 Shares have been duly subscribed by Rocket Internet AG, aforementioned;
- ten (10) Series B1 Shares have been duly subscribed by JP Ventures UG (haftungsbeschränkt), aforementioned;
- three hundred eighteen (318) Series B1 Shares have been duly subscribed by Kalstroco Limited, aforementioned;
- five hundred thirty (530) Series B1 Shares have been duly subscribed by Mangrove IV Investments S.à r.l., aforementioned;
- ninety-five (95) Series B1 Shares have been duly subscribed by TJT (B) (Bermuda) Investment Company Ltd., aforementioned;
- eighty-seven (87) Series B1 Shares have been duly subscribed by Point Nine Capital Fund II GmbH & Co. KG, aforementioned;
- seven (7) Series B1 Shares have been duly subscribed by Point Nine Co-Invest II GmbH & Co. KG, aforementioned;
- one thousand five hundred eighty-seven (1,587) Series B1 Shares have been duly subscribed by L'Arche B.V., aforementioned;
- seven hundred ninety-four (794) Series B1 Shares have been duly subscribed by Mercura Capital GmbH, aforementioned;
- four hundred seventy-six (476) Series B1 Shares have been duly subscribed by SHCO 57 S.à r.l., aforementioned.

Payment

The five thousand four hundred ninety-one (5,491) Series B1 Shares have been entirely paid up as follows:

- the one thousand five hundred eighty-seven (1,587) Series B1 Shares subscribed by Rocket Internet AG, aforementioned, have been entirely paid up through a contribution in cash in an amount of one thousand five hundred eighty-seven euros (EUR 1,587);
- the ten (10) Series B1 Shares subscribed by JP Ventures UG (haftungsbeschränkt), aforementioned, have been entirely paid up through a contribution in cash in an amount of ten euros (EUR 10);
- the three hundred eighteen (318) Series B1 Shares subscribed by Kalstroco Limited, aforementioned, have been entirely paid up through a contribution in cash in an amount of three hundred eighteen euros (EUR 318);
- the five hundred thirty (530) Series B1 Shares subscribed by Mangrove IV Investments S.à r.l., aforementioned, have been entirely paid up through a contribution in cash in an amount of five hundred thirty euros (EUR 530);
- the ninety-five (95) Series B1 Shares subscribed by TJT (B) (Bermuda) Investment Company Ltd., aforementioned, have been entirely paid up through a contribution in cash in an amount of ninety-five euros (EUR 95);
- the eighty-seven (87) Series B1 Shares subscribed by Point Nine Capital Fund II GmbH & Co. KG, aforementioned, have been entirely paid up through a contribution in cash in an amount of eighty-seven euros (EUR 87);
- the seven (7) Series B1 Shares subscribed by Point Nine Co-Invest II GmbH & Co. KG, aforementioned, have been entirely paid up through a contribution in cash in an amount of seven euros (EUR 7);
- the one thousand five hundred eighty-seven (1,587) Series B1 Shares subscribed by L'Arche B.V., aforementioned, have been entirely paid up through a contribution in cash in an amount of one thousand five hundred eighty-seven euros (EUR 1,587);
- the seven hundred ninety-four (794) Series B1 Shares subscribed by Mercura Capital GmbH, aforementioned, have been entirely paid up through a contribution in cash in an amount of seven hundred ninety-four euros (EUR 794);
- the four hundred seventy-six (476) Series B1 Shares subscribed by SHCO 57 S.à r.l., aforementioned, have been entirely paid up through a contribution in cash in an amount of four hundred seventy-six euros (EUR 476).

The proof of the existence and of the value of the above contributions has been produced to the undersigned notary.

The contribution in the amount of five thousand four hundred ninety-one euros (EUR 5,491) is entirely allocated to the share capital.

Sixth resolution

The general meeting of shareholders resolves to proceed to a complete restatement of the articles of association of the Company in order to reflect the capital increase as per the fifth resolution as well as to reflect several amendments to the articles of association following the entry into the capital of the Company by the New Investors.

The articles of association of the Company shall henceforth read as follows:

"A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Helping Group Holding S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The purpose of the Company is also (i) the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, (ii) the granting of license on such intellectual and industrial property rights, and (iii) the holding and the management of intellectual and industrial property rights.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes, in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered Office.

4.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twenty nine thousand two hundred eighty-six euros (EUR 29,286.00), represented by

5.1.1 twelve thousand five hundred (12,500) common shares (hereinafter "Common Shares"), each with a nominal value of one euro (EUR 1.00),

5.1.2 one thousand seven hundred nine (1,709) series A1 shares (hereinafter "Series A1 Shares"), each with a nominal value of one euro (EUR 1.00),

5.1.3 two thousand five hundred (2,500) series A2 shares (hereinafter "Series A2 Shares"), each with a nominal value of one euro (EUR 1.00),

5.1.4 two thousand eighty-four (2,084) series A3 shares (hereinafter "Series A3 Shares"), each with a nominal value of one euro (EUR 1.00),

5.1.5 three thousand three hundred thirty-four (3,334) series A4 shares (hereinafter "Series A4 Shares"), each with a nominal value of one euro (EUR 1.00),

5.1.6 one thousand six hundred sixty-eight (1,668) series A5 shares (hereinafter "Series A5 Shares"), each with a nominal value of one euro (EUR 1.00), and jointly with the Series A1 Shares, the Series A2 Shares, the Series A3 shares and the Series A4 Shares the "Series A Shares", and

5.1.7 five thousand four hundred ninety-one (5,491) series B1 shares (hereinafter "Series B1 Shares" and also "Series B Shares"; the Series A Shares and the Series B Shares hereinafter also jointly referred to as "Preferred Shares").

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association, any shareholders' agreement or by the Law.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 Each of the shareholders Rocket Internet AG ("Rocket"), Netris B.V. ("Eiffel"), Aismare Lux Holdings S.à r.l. ("Aismare"), JP Ventures UG (haftungsbeschränkt) ("JP"), Kaltroco Limited ("Kaltroco"), Phenomen Ventures LP ("Phenomen"), Mangrove IV Investments S.à r.l. ("Mangrove"), TJT (B) (Bermuda) Investment Company Ltd. ("TJT"), David W. Zalaznick ("DZ"), Luktev GmbH ("Luktev"), Point Nine Capital Fund II GmbH & Co. KG ("Point Nine Capital"), Point Nine Co-Invest II GmbH & Co. KG ("Point Nine Co-Invest", jointly with Point Nine Capital "Point Nine"), L'Arche B.V. ("L'Arche"), SHCO 57 S.à r.l. ("SHCO") and Mercura Capital GmbH ("Mercura"; Mercura jointly with Rocket, Eiffel, Aismare, Kaltroco, Phenomen, Mangrove, TJT, DZ, Luktev, Point Nine, L'Arche and SHCO the "Investors" and each also an "Investor") shall be entitled to subscribe for such amount of further shares to be issued in the course of a capital increase implementing an investment offer of a third party (being neither a shareholder nor a company affiliated to a shareholder within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG)) (a "Third Party Investor") which has been approved with an Advisory Board Majority (as defined in Article 25.5 below) (such investment being a "Third Party Investment") – irrespective whether made by the Third Party Investor or one or more matching shareholders – required to maintain up to its percentage ownership in the Company prior to such capital increase under the same terms and conditions on which the Third Party Investment is based on. The respective Investor or other entitled shareholder pursuant to this Article 5.3 shall inform the Company by binding declaration within three (3) weeks whether it intends to exercise its right pursuant to the foregoing sentence of this Article 5.3. This Article 5.3 shall apply mutatis mutandis in case any of the Investors or other shareholders (or a company affiliated to an Investor or other shareholder within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG)) subscribe for further shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.5 The Company may accept contributions without issuing shares or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more distributable reserves. Decisions as to the use of any such distributable reserves are to be taken by the shareholder(s) or the manager(s) as the case may be, subject to the Law and these articles of association.

Art. 7. Register of Shares - Transfer of Shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders, subject to the provisions of any shareholders' agreement between the shareholders of the Company, if any, in particular, any rights of first refusal, rights of pre-emption or tag-along rights or drag-along rights contained in any shareholders' agreement between the shareholders of the Company.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by a majority vote of seventy five per cent (75%) of the votes of all shareholders of the Company (such majority being a "Super Majority") and subject to the provisions of any shareholders' agreement between the shareholders of the Company, if any, in particular, any rights of first refusal, rights of pre-emption or tag-along rights or drag-along rights contained in any shareholders' agreement between the shareholders of the Company. To the extent that such approval has been granted, an additional consent to the transfer of shares is not required:

7.4.1 in any case of a Transfer (as defined in Article 8.1 below) or any other disposal of shares by any Investor to a company affiliated to such Investor within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG);

7.4.2 in case of a Transfer or any other disposal of shares by any Investor to a company (x) which is directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common Control with (i) this Investor or (ii) by one or more direct or indirect

shareholders of the respective Investor (each a "Controlled Company"), whereas "Control" or "Controlled" or "Controlling" shall mean the direct or indirect domination of the company by way of (a) managing the company as managing shareholder, (b) holding the majority of shares or (c) holding the majority of voting rights by means of a contractual voting pool, or (d) the unilateral ability to cause, directly or indirectly, the direction of the management and policies of a person, whether through the ownership of voting securities or otherwise, or (y) in which the respective Investor or one or more shareholders of such Investor has a direct or indirect majority shareholding;

7.4.3 in case of a Transfer or any other disposal of shares (i) to a party acquiring shares under the simplified employee participation agreed upon between the shareholders of the Company in a shareholders' agreement, if any or (ii) to the Company and/or any Investor pursuant to a call-option under a vesting scheme implemented pursuant to such simplified employee participation;

7.4.4 in case of any Transfer or any other disposal of shares within the framework of transformation procedures pursuant to the transformation law of Luxembourg, in particular (but without limitation) a merger of the Company, if the shareholders of the Company hold more than fifty per cent (50%) in any surviving legal entity after such transformation procedure.

7.5 In the cases provided for in Articles 7.4.1 through 7.4.4 above, no duties to offer for sale apply, nor do any rights of first refusal, rights of preemption or tag-along rights or drag-along rights in favour of other shareholders apply.

7.6 Any Transfer or any other disposal of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the Transfer, assignment or any other disposal to, or upon the acceptance of the Transfer, assignment or any other disposal by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.7 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by a Super Majority (which, for these purposes, shall exclude the shares of the deceased shareholder). Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

Art. 8. Liquidation and Sale Preferences.

8.1 In case (i) of any Transfer of at least fifty per cent (50%) of all shares in the Company, or a swap or a take-over of the Company in an economically comparable way in a single or more related transactions or in close time proximity to one another, or (ii) Transfer of at least 50% of the Company's Assets or business of the Company, in a single or more related transactions or (iii) Transfer of a material part of the Company's Intellectual Property Rights in a single or more related transactions or (iv) of the liquidation or de facto liquidation of the Company (in particular following an asset deal) or (v) of any sale or Transfer of shares in the Company either to third parties or other shareholders that would result in either more than fifty per cent (50%) of the registered share capital or more than fifty per cent (50%) of the voting rights being owned by the acquiring party/parties (change of control) as a result of one or more related acquisitions (each of the events described in (i), (ii) and (iii) is hereinafter referred to as a "Liquidity Event"), the proceeds ("Exit Proceeds") - subject to Article 8.2 below - will be distributed in accordance with Article 8.3 to the shareholders pro rata to (i) in case of an asset Transfer, their shareholding in the registered share capital of the Company or (ii) in case of a share Transfer, the number of shares sold in the Liquidity Event (as applicable).

"Transfer" means, with respect to any asset (including without limitation, shares and Intellectual Property Rights), any transfer, assignment, sale, pledge, hypothecation, Encumbrance or other disposition of that asset or of any rights or obligations associated with that asset, whether voluntary or involuntary, including an option to do any of the foregoing.

"Encumbrance"/"Encumbered" means any encumbrance whatsoever, including a mortgage, charge, debenture, pledge, hypothecation, lien, security interest, title retention, option, right to acquire or purchase, restriction upon sale or transfer, right of first refusal, right of pre-emption, third party right or interest, claims, trust arrangement, agreement to confer security, other encumbrance or security interest of any kind or other type of preferential arrangement or any equity or other restriction or limitation of any nature whatsoever (including, without limitation, a title transfer or retention arrangement, any preliminary agreement or other arrangement to create any of the above) having similar effect.

8.2 On a first preferred level ("First Preferred Level"), each holder of Series B Shares shall receive an amount equal to its respective total investment made to acquire its respective Series B Shares held by it (consisting of the nominal amount of the Series B Shares acquired by that holder and any share premium and/or other capital contribution (account 115) paid by the respective holder to the Company). If the Exit Proceeds do not suffice for the payments to be made on the First Preferred Level, the Exit Proceeds shall be allocated to each holder of Series B Shares pro rata to the amounts that would have been allocated to that holder on the First Preferred Level if the Exit Proceeds had been sufficient.

8.3 On a second preferred level ("Second Preferred Level"), each holder of Series A Shares shall receive an amount equal to its respective investment made to acquire its respective Series A Shares held by it (i.e. the respective series A nominal amount and the respective series A additional payment). If the Exit Proceeds do not suffice for the payments to be made on the Second Preferred Level, the Exit Proceeds shall be allocated to each holder of Series A Shares pro rata to the amounts that would have been allocated to that holder on the Second Preferred Level if the Exit Proceeds had been sufficient.

8.4 After the payments on the First Preferred Level and the Second Preferred Level have been made, the remaining Exit Proceeds shall be allocated on a common level ("Common Level") to all selling shareholders pro rata to the respective

shares disposed of in connection with the Liquidity Event. Any amounts received by any shareholder on a Preferred Level shall reduce the amount to be allocated to such shareholder on the Common Level; provided that no shareholder shall be obliged to repay any amount received on the First Preferred Level and/or the Second Preferred Level. Any Exit Proceeds remaining unallocated after allocation under this Article 8.4 shall also be allocated in accordance with this Article 8.4 by applying Article 8.4 repeatedly until all Exit Proceeds have been allocated to the shareholders. Irrespective of whether or not the sale of shares is made in one or more transactions, no shareholder shall receive for the sale of all of its shares (and repay any exceeding amount to the other shareholder) an amount exceeding the higher of (i) its share in the total Exit Proceeds pro rata to the Shares sold or (ii) the amount of its investment in the Company (payment of purchase price for shelf company, payment of share capital, including premium, if any, and payments into account 115 of the standard chart of accountants "apport en capitaux propres non rémunérés par des titres" under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (additional amounts)) in respect of the shares sold. If shares in the Company are sold in more than one transaction, no shareholder shall receive less proceeds than it would have received if the shares in the Company were sold in one transaction.

8.5 The preferred allocation on the First Preferred Level and the Second Preferred Level applies for the benefit of the respective shareholder so long as the respective shareholder (including any sales prior to a Liquidity Event) has not yet received the full amount that is to be allocated to such shareholder according to the First Preferred Level and/or the Second Preferred Level.

Art. 9. Redemption of Shares.

9.1 The Company may redeem its own shares. The voting rights of any of its shares held by the Company are suspended, for as long as they are held by the Company.

9.2 Shares of a shareholder may be redeemed without such shareholder's consent, if:

9.2.1 insolvency proceedings are opened over the assets of the shareholder or the opening of insolvency proceedings is rejected for lack of assets;

9.2.2 the share of a shareholder is seized or enforcement proceedings are otherwise initiated against such share and such enforcement proceedings are not finally closed within two (2) months.

Upon receipt by such shareholder of the declaration of redemption sent by the board of managers, the shares shall automatically be redeemed without any further action being required. The present articles together with the declaration of redemption constitute together a valid instrument in writing for the purposes of article 190 of the Law and the Company hereby acknowledges and accepts the transfer of the shares in such case and undertakes to register the transfer in its share register and to proceed with the relevant filings required by law.

9.3 If the share is held by several persons, it is sufficient that the ground for redemption exists with respect to one person; independently of this, several jointly entitled persons can only exercise the shareholders' rights in a uniform way through one jointly entitled person to be appointed for this purpose without undue delay after the joint entitlement arises.

9.4 The board of managers may declare a redemption. The redemption declaration takes effect upon receipt of the declaration by the shareholder concerned and if a respective shareholders' resolution is adopted (except in case of Article 9.2 of these articles of association, in which no declaration by the shareholder concerned and no respective shareholders' resolution is required).

Art. 10. Compensation for Redemption.

10.1 Redemption is made against compensation.

10.2 The compensation consists of a total amount equal to the market value of the redeemed shares. The effective date is the date before the redemption resolution.

10.3 The compensation for redemption shall be due and payable immediately upon redemption of the shares.

10.4 The withdrawing shareholder shall not be entitled to request the Company to provide security for outstanding amounts including interest.

10.5 In the event of dispute regarding the amount of the payable compensation for redemption, such compensation is to be determined by an auditor as expert arbitrator who shall jointly be appointed by the shareholders. If no agreement is reached, the expert arbitrator shall be selected by the President of the Tribunal d'Arrondissement upon request of a shareholder or of the Company. The decision of the expert arbitrator shall be binding. The costs of the expert opinion shall be borne by the Company and the requesting shareholder in equal parts, the part allocated to such shareholder shall be set off with the compensation for redemption and the compensation for redemption shall be reduced accordingly. The shareholder shall bear the remaining costs in case the compensation for redemption does not cover the costs allocated to the shareholder for the expert opinion.

Art. 11. Request of Assignment in lieu of Redemption.

11.1 The Company may decide that, in lieu of redemption, the shareholder concerned shall transfer the shares to a person named by the Company (including another shareholder of the Company), including also partial redemption or partial assignment of the shares to the Company or to a person named by the Company.

11.2 This Article 11 applies with the proviso that the compensation, as provided for in Article 10 of these articles of association, for the shares to be assigned is owed by the person acquiring the shares and that the Company shall be liable like a guarantor.

C. Decisions of the shareholders

Art. 12. Collective Decisions of the Shareholders.

12.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

12.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

12.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

12.4 The shareholders' resolutions are passed in meetings. Unless mandatory law prescribes another form, they can also be passed outside meetings in writing (including email or fax) or telephone voting if such procedure is requested by a shareholder and no other shareholder declares its dissent with the procedure within two (2) weeks towards the board of managers of the Company in written form. If no dissent is declared within the two (2) weeks pursuant to the foregoing sentence, the votes of the shareholders which are not participating in the voting shall be deemed to be abstention from voting. Written resolutions must be signed by each shareholder and the written record must be sent to each shareholder without undue delay. Resolutions not passed in writing must be confirmed in writing. Such confirmation only has declaratory significance.

12.5 Unless a notarial record is made of shareholders' resolutions, a writ-ten record must be made of every resolution passed at shareholders' meetings (for purposes of proof, not as a precondition of validity) without undue delay, which must state the date and form of the resolution passed, the content of the resolution and the votes cast. The written record must be sent to each shareholder in writing without undue delay.

12.6 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 13. General Meetings of Shareholders.

13.1 Meetings of shareholders may be held at the registered office of the Company or at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting.

13.2 The shareholders' meeting is called by registered letter (registered personal delivery, registered delivery or registered letter with confirmation of receipt) to each shareholder, stating the place, date, time and agenda, with a period of notice of at least four (4) weeks for ordinary shareholders' meetings and at least two (2) weeks for extraordinary shareholders' meetings. The period of notice begins to run on the day following postage. The day of the shareholders' meeting is not counted in the calculation of the period of notice.

13.3 If all shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived convening requirements, the meeting may be held without prior notice.

13.4 Each shareholder is entitled to be accompanied or represented at the shareholders' meeting by another shareholder authorised by a written power of attorney or by a lawyer, tax advisor or auditor under a professional duty of confidentiality.

13.5 Unless a notarial record is made of the negotiations of the shareholders' meeting, a written record must be made concerning the course of the meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity), which must state the place and date of the meeting, the participants, the items on the agenda, the main content of the negotiations and the shareholders' resolutions. The written record must be signed by all shareholders present or represented in the shareholders' meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity). Each shareholder must be sent a copy of the written record.

Art. 14. Quorum and Vote.

14.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

14.2 A shareholders' meeting only constitutes a quorum if at least fifty per cent (50%) of the share capital is represented. Save for a higher majority provided in these articles of association or by Law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If there is no quorum, a new shareholders' meeting with the same agenda must be called without undue delay in compliance with Article 13.2. This shareholders' meeting then shall constitute a quorum regardless of the share capital represented, if this was pointed out in the notice calling the meeting and the decisions shall be taken at the majority of the votes cast.

Art. 15. Change of Nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 16. Amendments of Articles of Association. Any amendment of these articles of association requires the approval of (i) a majority in number of shareholders (ii) who also constitute a Super Majority, provided that it includes the consent of all of the Investors. Any amendment of these articles of association that materially or adversely affects the rights of the holders of Preferred Shares require the consent of all of the holders of those Preferred Shares.

Art. 17. Shareholders' Resolutions Requiring Specific Majority.

17.1 Shareholders' resolutions regarding the following subjects must be taken by a Super Majority and require the consent of the Advisory Board:

17.1.1 conclusion, amendment and termination of intra-group affiliation agreements (Unternehmensverträge within the meaning of sections 291 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG));

17.1.2 conclusion or amendment of company participations (for the avoidance of doubt, other than by way of disposal of shares) of any kind including silent partnerships and all agreements by which the other contractual party is granted a participation in the Company's profit or any payment that is dependent on the amount of the Company's profit; this does not include agreements with shareholders or employees of the Company, including agreements concluded in light of a prospective status as shareholder or employee, as well as agreements with third parties within the ordinary course of business, e.g. agreements between the Company and advertising partners.

17.2 Resolutions regarding the following subjects must be taken by a Super Majority and also require the consent of all of the Investors:

17.2.1 material changes to the business object of the Company or any material modification of the fields of business of the Company or the termination of existing and commencement of new fields of business;

17.2.2 exclusion of subscription rights in case of capital increases;

17.2.3 acquisition of the Company's own shares, with the exception of acquisitions in accordance with Article 9.2 and transfers in accordance with Article 11.1 of these articles of association;

17.2.4 disposition of all Company's assets or of a significant part of the Company's assets including the resolution with respect to the liquidation of the Company;

17.2.5 merger, separation and transformation of the Company.

17.3. Whenever the capital of the company is divided into different classes of shares, the specific rights and obligations attached to any class may be varied or abrogated with the unanimous consent in writing of the shareholders who hold all the issued shares of that class.

D. Board of managers

Art. 18. Powers of the Sole Manager - Composition and Powers of the Board of Managers.

18.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

18.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole manager".

18.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 19. Election, Removal and Term of Office of Managers.

19.1 The manager(s) shall be elected by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

19.2 The managers shall be elected and may be removed from office at any time, with or without cause.

19.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

Art. 20. Vacancy in the Office of a Manager.

20.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

20.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 21. Convening Meetings of the Board of Managers.

21.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

21.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers at least twenty-four (24) hours in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

21.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 22. Management.

22.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

22.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

22.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

22.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

22.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

22.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event, however, the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

22.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

22.8 The managers shall require the consent of the Advisory Board for the legal transactions and measures specified below. No consent is required if such legal transactions and measures have been precisely defined and have in advance been approved by an adopted budget with the consent of the Advisory Board:

22.8.1 approval of the annual plan including the budget plan for each following year;

22.8.2 assumption of sureties, guarantees or similar liabilities in excess of an amount of two hundred thousand euros (EUR 200,000.00) in the individual case;

22.8.3 futures transactions concerning currencies, securities and ex-change-traded goods and rights as well as other transactions with derivative financial instruments;

22.8.4 granting, introduction and amendment of pension commitments of any kind;

22.8.5 conclusion, amendment or termination of Company collective agreements, works agreements (of substantial importance) and of general guidelines regarding the Company pension scheme;

22.8.6 institution and termination of legal disputes, including arbitration proceedings, involving a judicial amount in controversy of more than two hundred thousand euros (EUR 200,000.00) in the individual case;

22.8.7 transactions of the Company and its investment companies with affiliated legal entities and individuals;

22.8.8 transfer of industrial property rights or documented know-how by the Company to a third party outside the ordinary course of business;

22.8.9 appropriation of the annual results; payments of profits to capital reserves or the carrying forward of such profits to new accounts; increase or reduction of reserves as well as capital increase from company funds;

22.8.10 granting, setting up or amending any employee incentive scheme (including the grant of any share options) other than the establishment of any simplified employee participation agreed upon between the shareholders of the Company in a shareholders' agreement, if any.

22.9 If the consent is required as aforesaid for the acquisition, sale or encumbrance of objects, the consent is also required for the contractual obligation relating thereto. The shareholders' meeting may by resolution determine further transactions and measures requiring the consent of the Advisory Board. The Advisory Board may give its consent also in advance for certain groups and kinds of transactions and measures.

22.10 The shareholders may by shareholders' resolution adopt rules of procedure for the managers.

22.11 The management shall ensure that, as far as legally possible, the regulations in this Article 22 apply in the same manner to all related companies in which the Company holds a majority interest, directly or indirectly, at present or in the future.

Art. 23. Minutes of the Meeting of the Board of Managers; Minutes of the Decisions of the Sole Manager.

23.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) under the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) under the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

23.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 24. Dealing with Third Parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A manager and class B manager), the Company will only be validly bound by the joint signature of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

Art. 25. Advisory Board.

25.1 The Company has set up an advisory board (the "Advisory Board"). It consists of eight (8) voting members. The shareholders may by way of unanimous shareholders' consent increase or decrease the number of voting members of the Advisory Board.

25.2 The shareholders' shall only set and/or amend rules of procedure for the Advisory Board by way of unanimous shareholders' consent.

25.3 The voting members of the Advisory Board shall be nominated, withdrawn or replaced by each member's respective appointing shareholder by written notification towards the Company as follows:

25.3.1 two (2) voting members of the Advisory Board, one having three (3) votes and the other having two (2) votes, shall be nominated by the shareholder Rocket ("Rocket Members") in its sole discretion;

25.3.2 one (1) voting member of the Advisory Board, having one (1) vote, shall be nominated by the shareholder Aismare ("Aismare Member") in its sole discretion;

25.3.3 one (1) voting member of the Advisory Board, having one (1) vote, shall be nominated by the shareholder Phenomen ("Phenomen Member") in its sole discretion;

25.3.4 one (1) voting member of the Advisory Board, having one (1) vote, shall be nominated by the shareholder Mangrove ("Mangrove Member") in its sole discretion;

25.3.5 one (1) voting member of the Advisory Board, having one (1) vote, shall be nominated by the shareholder L'Arche ("L'Arche Member") in its sole discretion;

25.3.6 one (1) voting member of the Advisory Board, having one (1) vote, shall be nominated by the shareholder SHCO ("SHCO Member") in its sole discretion; and

25.3.7 one (1) voting member of the Advisory Board, having one (1) vote, shall be nominated by the shareholder Mercura ("Mercura Member") in its sole discretion.

25.4 Each Investor other than those entitled to appoint a voting member of the Advisory Board pursuant to Article 25.3 shall be entitled to appoint a non-voting member to the Advisory Board as an observer.

25.5 The Advisory Board shall have a chairman and a deputy chairman yet none of them shall have a casting vote and/or any additional right and/or authority differing from the other members of the Advisory Board. One of the Rocket Members shall be the chairman of the Advisory Board. The rules of procedure of the Advisory Board may provide for further provisions in particular on the self-organization of the Advisory Board. Subject to any consents or approvals otherwise required under these Articles and/or any shareholders' agreement with respect to the Company, if any, the Advisory Board shall adopt resolutions with the simple majority of votes cast (the „Advisory Board Majority"). In addition, for certain measures required under a shareholders' agreement, the Advisory Board shall adopt resolutions with the simple majority of votes cast, provided that it includes the affirmative vote of two (2) of the Aismare Member and/or the

Phenomen Member and/or the Mangrove Member and/or the L'Arche Member and/or the SHCO Member and/or the Mercura Member or any further member of the Advisory Board nominated after the date hereof (the "Qualified Advisory Board Majority"). The Advisory Board shall hold meetings on a regular basis, at least once every calendar quarter.

25.6 In addition to any consents or approvals otherwise required under these Articles and/or any shareholders' agreement with respect to the Company, if any, the Advisory Board has a consultative function and will not interfere in the management of the Company.

25.7 The Advisory Board is not a supervisory board within the meaning of article 60bis-11 et seq. of the Law.

E. Audit and supervision

Art. 26. Auditor(s).

26.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

26.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

26.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

26.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

26.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 27. Financial Year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 28. Annual Accounts and Allocation of Profits.

28.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

28.2 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

28.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

28.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

28.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's annual net profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

28.6 Subject to Article 8, distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 29. Interim Dividends - Share Premium and Assimilated Premiums.

29.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed shall be allocated where applicable - in accordance with the provisions of Article 8 - and may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

29.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 30. Liquidation In the event of dissolution of the Company in accordance with Article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

H. Final clause - Governing law

Art. 31. Governing Law.

31.1 All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law and any shareholders' agreement with respect to the Company which may be entered into from time to time between the shareholders and the Company, and which may supplement certain provisions of these articles. Where any matter contained in these articles conflicts with the provisions of any shareholders' agreement with respect to the Company, such shareholders' agreement shall prevail inter partes and to the extent permitted by Luxembourg law.

31.2 These articles are worded in English followed by a German translation; in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail."

Seventh resolution

The general meeting of shareholders decides to appoint, with immediate effect and for an unlimited duration, Mr. Julien De Mayer, born on 9 April 1982 in Et-terbeek, Belgium, professionally residing at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, as class B manager of the Company.

Costs and expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at approximately EUR 2,200.-.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am dreißigsten Januar,
vor uns, dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita Delvaux, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg:

SIND ERSCHIENEN:

1. Rocket Internet AG (vormals Rocket Internet GmbH), eine Aktiengesellschaft bestehend unter deutschem Recht mit satzungsmäßigem Sitz in Berlin, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland, unter der Nummer HRB 159634 B, mit Geschäftssitz in Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Deutschland,

Inhaber von zehntausend (10.000) Stammanteilen der Gesellschaft und zukünftiger Inhaber von eintausendfünfhundertsiebenundachtzig (1.587) Anteilen der neu geschaffenen Serie B1 der Gesellschaft,

hier vertreten durch Herrn Kristof De Wael, Lawyer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 29. Januar 2015 ausgestellt in Berlin.

2. Bambino 53. V V UG (haftungsbeschränkt), eine Unternehmergeellschaft (haftungsbeschränkt) bestehend unter deutschem Recht mit satzungsmäßigem Sitz in Berlin, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland, unter der Nummer HRB 126893 B, mit Sitz in Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Deutschland,

Inhaber von zweitausendfünfhundert (2.500) Stammanteilen der Gesellschaft,

hier vertreten durch Herrn Kristof De Wael, Lawyer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 26. Januar 2015 ausgestellt in Berlin.

3. Netris B.V., eine Gesellschaft (Besloten Vennootschap) nach dem Recht der Niederlande, mit Sitz in Schiphol, Niederlande, eingetragen im Handelsregister des Dutch Trade Register unter der Nummer 60628022, mit Geschäftssitz in Schiphol Boulevard 127, 1118BG Schiphol, Niederlande,

Inhaber von vierhundsiebzehn (417) Anteilen der Serie A1 der Gesellschaft,

hier vertreten durch Herrn Kristof De Wael, Lawyer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 26. Januar 2015 ausgestellt in Schiphol.

4. AISMARE LUX HOLDINGS, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société a responsabilité limitée) gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 176.544, mit Sitz in 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von dreiundvierzigtausend Euro (EUR 43.000),

Inhaber von eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteilen der Serie A1 der Gesellschaft,

hier vertreten durch Herrn Kristof De Wael, Lawyer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 27. und 29. Januar 2015 ausgestellt in London/Munsbach.

5. JP Ventures UG (haftungsbeschränkt), eine Unternehmersgesellschaft (haftungsbeschränkt) bestehend unter deutschem Recht mit satzungsmäßigem Sitz in Wehingen, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Stuttgart, Deutschland, unter der Nummer HRB 733673, mit Geschäftssitz in Gosheimer Straße 48, 78564 Wehingen, Deutschland,

Inhaber von zweiundvierzig (42) Anteilen der Serie A1 der Gesellschaft und zukünftiger Inhaber von zehn (10) Anteilen der neu geschaffenen Serie B1 der Gesellschaft,

hier vertreten durch Herrn Kristof De Wael, Lawyer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 29. Januar 2015 ausgestellt in Zürich.

6. Kaltroco Limited, eine Gesellschaft gegründet in Jersey, eingetragen unter der Nummer 60595, mit Geschäftssitz in Floor One, Liberation Station, Es-planade, St Helier, Jersey, JE2 3AS,

Inhaber von zweitausendfünfhundert (2.500) Anteilen der Serie A2 der Gesellschaft und zukünftiger Inhaber von dreihundertachtzehn (318) Anteilen der neu geschaffenen Serie B1 der Gesellschaft,

hier vertreten durch Herrn Kristof De Wael, Lawyer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 29. Januar 2015 ausgestellt in Jersey.

7. Phenomen Ventures LP, eine Gesellschaft gegründet unter dem Recht der Kaimaninseln, Eintragsnummer OG - 66003, mit Sitz in 89, Nexus Way, Camana Bay, Grand Cayman KY1-9007, Kaimaninseln,

Inhaber von zweitausendvierundachtzig (2.084) Anteilen der Serie A3 der Gesellschaft,

hier vertreten durch Herrn Kristof De Wael, Lawyer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 27. Januar 2015 ausgestellt in Moscow.

8. Mangrove IV Investments S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränk-ter Haftung (société a responsabilité limitée), gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 189.521, mit Sitz in 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

Inhaber von dreitausenddreihundertvierunddreißig (3.334) Anteilen der Serie A4 der Gesellschaft und zukünftiger Inhaber von fünfhundertdreißig (530) Anteilen der neu geschaffenen Serie B1 der Gesellschaft,

hier vertreten durch Herrn Kristof De Wael, Lawyer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 29. Januar 2015 ausgestellt in Luxembourg.

9. TJT (B) (Bermuda) Investment Company Ltd., eine Gesellschaft nach dem Recht der Bermuda-Inseln mit satzungsmäßigem Sitz in Hamilton, Bermudainseln, mit Geschäftssitz in Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton, Bermuda-Inseln HM11,

Inhaber von vierhundsiebzehn (417) Anteilen der Serie A5 der Gesellschaft und zukünftiger Inhaber von fünfundneunzig (95) Anteilen der neu geschaffenen Serie B1 der Gesellschaft,

hier vertreten durch Herrn Kristof De Wael, Lawyer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 29. Januar 2015 ausgestellt in Bermuda.

10. David W. Zalaznick, geboren am 16. April 1954, ansässig in 9 West 57th Street, 33rd Floor, New York, NY 10019, Vereinigte Staaten von Amerika,

Inhaber von vierhundsiebzehn (417) Anteilen der Serie A5 der Gesellschaft,

hier vertreten durch Herrn Kristof De Wael, Lawyer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 29. Januar 2015 ausgestellt in New York.

11. Luktev GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht mit satzungsmäßigem Sitz in Berlin, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland, unter der Nummer HRB 119212 B, mit Geschäftssitz in Mohnenstrasse 60, 10117 Berlin, Deutschland,

Inhaber von vierhundsiebzehn (417) Anteilen der Serie A5 der Gesellschaft,

hier vertreten durch Herrn Kristof De Wael, Lawyer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 26. Januar 2015 ausgestellt in Berlin.

12. Point Nine Capital Fund II GmbH & Co. KG, eine Kommanditgesellschaft nach deutschem Recht mit satzungsmäßigem Sitz in Berlin, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland, unter der Nummer HRA 45915 B, mit Geschäftssitz in Jägerstrasse 65, 10117 Berlin, Deutschland,

Inhaber von dreihunderteinundachtzig (381) Anteilen der Serie A5 der Gesellschaft und zukünftiger Inhaber von siebenundachtzig (87) Anteilen der neu geschaffenen Serie B1 der Gesellschaft,

hier vertreten durch Herrn Kristof De Wael, Lawyer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 28. Januar 2015 ausgestellt in Berlin.

13. Point Nine Co-Invest II GmbH & Co. KG, eine Kommanditgesellschaft nach deutschem Recht mit satzungsmäßigem Sitz in Berlin, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland, unter der Nummer HRA 45911 B, mit Geschäftssitz in Jägerstrasse 65, 10117 Berlin, Deutschland,

Inhaber von sechsunddreißig (36) Anteilen der Serie A5 der Gesellschaft und zukünftiger Inhaber von sieben (7) Anteilen der neu geschaffenen Serie B1 der Gesellschaft,

hier vertreten durch Herrn Kristof De Wael, Lawyer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 28. Januar 2015 ausgestellt in Berlin.

14. L'Arche B.V., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Besloten Vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) nach dem Recht der Niederlande, eingetragen im niederländischen Handelsregister der Handelskammern, unter der Nummer 33107678, mit Geschäftssitz in Tweede Weteringplantsoen 5, 1017 ZD Amsterdam, Niederlande, ausschließlich für die Punkte 6 ff. der Tagesordnung teilnahme- und stimmberechtigt,

zukünftiger Inhaber von eintausendfünfhundertsiebenundachtzig (1.587) An-teilen der neu geschaffenen Serie B1 der Gesellschaft,

hier vertreten durch Herrn Kristof De Wael, Lawyer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 28. Januar 2015 ausgestellt in Amsterdam.

15. Mercura Capital GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht mit satzungsmäßigem Sitz in Starnberg, Deutschland, ein-getragen im Handelsregister des Amtsgerichts München, unter der Nummer HRB 200948, mit Geschäftssitz in Schießstättstraße 22, 82319 Starnberg, Deutschland, ausschließlich für die Punkte 6 ff. der Tagesordnung teilnahme- und stimmberechtigt,

zukünftiger Inhaber von siebenhundertvierundneunzig (794) Anteilen der neu geschaffenen Serie B1 der Gesellschaft,

hier vertreten durch Herrn Kristof De Wael, Lawyer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 26. Januar 2015 ausgestellt in Starnberg.

16. SHCO 57 S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société a responsabilité limitée), gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 183.425, mit Sitz in 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, ausschließlich für die Punkte 6 ff. der Tagesordnung teilnahme- und stimmberechtigt,

zukünftiger Inhaber von vierhundertsechundsiebzig (476) Anteilen der neu geschaffenen Serie B1 der Gesellschaft,

hier vertreten durch Herrn Kristof De Wael, Lawyer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 29. Januar 2015 ausgestellt in Luxembourg.

Besagte Vollmachten, welche von dem Bevollmächtigten der erschienenen Parteien und dem Notar ne varietur paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die Parteien 1., 2., 3., 4., 5., 6., 7., 8., 9., 10., 11., 12. und 13. (die „Bestehenden Gesellschafter“) sind alle Gesellschafter der Helping Group Holding S.à r.l. (die „Gesellschaft“), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 184.677, ge-gründet am 7. Februar 2014 gemäß einer Urkunde des unterzeichnenden Notars, welche am 28. April 2014 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1074 veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt geändert am 15. Dezember 2014 gemäß einer Urkunde von Maître Henri Hellinckx, welche noch nicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht wurde.

Die Bestehenden Gesellschafter vertreten das gesamte Gesellschaftskapital und haben auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet, und die Gesellschafterversammlung ist ordnungsgemäß zusammengekommen und kann wirksam über die folgende Tagesordnung verhandeln, wobei die Parteien 14., 15. und 16. (die „Neuen Investoren“) ausschließlich für die Punkte 6 ff. der Tagesordnung teilnahme- und stimmberechtigt sind:

Tagesordnung

1. Beschluss bezüglich der Schaffung einer (1) neuen Serie von Anteilen im Gesellschaftskapital der Gesellschaft, und zwar der Anteile der Serie B1, sodass die Gesellschaft nunmehr sieben (7) Anteilsklassen hat, bestehend aus Stammanteilen (die „Stammanteile“), Anteilen der Serie A1 (die „Anteile der Serie A1“), Anteilen der Serie A2 (die „Anteile der Serie A2“), Anteilen der Serie A3 (die „Anteile der Serie A3“), Anteilen der Serie A4 (die „Anteile der Serie A4“), Anteilen der Serie A5 (die „Anteile der Serie A5“) und Anteilen der Serie B1 (die „Anteile der Serie B1“).

2. Aufnahme von L'Arche B.V., vorbenannt, als neuen Gesellschafter der Gesellschaft.

3. Aufnahme von Mercura Capital GmbH, vorbenannt, als neuen Gesellschafter der Gesellschaft.

4. Aufnahme von SHCO 57 S.à r.l., vorbenannt, als neuen Gesellschafter der Gesellschaft.

5. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von dreiundzwanzigtausendsiebenhundertfünfundneunzig Euro (EUR 23.795) um einen Betrag von fünftausendvierhunderteinundneunzig Euro (EUR 5.491) auf einen Betrag von neunundzwanzigtausendzweihundertsechund-achtzig Euro (EUR 29.286) durch die Ausgabe von fünftausendvierhunderteinund-neunzig (5.491) Anteilen der Serie B1 mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1).

6. Neufassung der Satzung der Gesellschaft, um die Kapitalerhöhung gemäß dem fünften Beschluss, sowie weitere Änderungen der Satzung nach der Kapitaleinlage durch die Neuen Investoren wiederzugeben.

7. Ernennung von Herrn Julien De Mayer als Geschäftsführer der Kategorie B der Gesellschaft.

8. Verschiedenes.

Die Gesellschafterversammlung erkennt an, dass alle Bestehenden Gesellschafter zum Zwecke der vorstehenden Tagesordnung auf die Verpflichtung der Zustimmung der Investoren zur Veränderung der Satzung der Gesellschaft gemäß Artikel 16 der Satzung und auf Vorzugsrechte, welche ihnen gemäß Artikel 5.3 der Satzung zustehen könnten, einstimmig verzichtet haben.

Nach ordnungsgemäßer Prüfung jedes Tagesordnungspunkts fasst die Gesellschafterversammlung einstimmig die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, eine (1) neue Serie von Anteilen im Gesellschaftskapital der Gesellschaft zu schaffen, und zwar die Anteile der Serie B1, sodass die Gesellschaft nunmehr sieben (7) Anteilklassen hat, bestehend aus Stammanteilen, Anteilen der Serie A1, Anteilen der Serie A2, Anteilen der Serie A3, Anteilen der Serie A4, Anteilen der Serie A5 und Anteilen der Serie B1.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, L'Arche B.V., vorbenannt, als neuen Gesellschafter der Gesellschaft anzunehmen.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Mercura Capital GmbH, vorbenannt, als neuen Gesellschafter der Gesellschaft anzunehmen.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, SHCO 57 S.à r.l., vorbenannt, als neuen Gesellschafter der Gesellschaft anzunehmen.

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von dreiundzwanzigtausendsieben-hundertfünfundneunzig Euro (EUR 23.795) um einen Betrag von fünftausendvier-hundert-einundneunzig Euro (EUR 5.491) auf einen Betrag von neunundzwanzig-tausendzweihundertsechundachtzig Euro (EUR 29.286) durch die Ausgabe von fünftausendvierhunderteinundneunzig (5.491) Anteilen der Serie B1 mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1), zu erhöhen.

Zeichnung

Die fünftausendvierhunderteinundneunzig (5.491) Anteile der Serie B1 wurden ordnungsgemäß wie folgt gezeichnet:

- eintausendfünfhundertsiebenundachtzig (1.587) Anteile der Serie B1 wurden ordnungsgemäß von Rocket Internet AG, vorbenannt, gezeichnet;
- zehn (10) Anteile der Serie B1 wurden ordnungsgemäß von JP Ventures UG (haftungsbeschränkt), vorbenannt, gezeichnet;
- dreihundertachtzehn (318) Anteile der Serie B1 wurden ordnungsgemäß von Kaltroco Limited, vorbenannt, gezeichnet;
- fünfhundertdreißig (530) Anteile der Serie B1 wurden ordnungsgemäß von Mangrove IV Investments S.à r.l., vorbenannt, gezeichnet;
- fünfundneunzig (95) Anteile der Serie B1 wurden ordnungsgemäß von TJJT (B) (Bermuda) Investment Company Ltd., vorbenannt, gezeichnet;
- siebenundachtzig (87) Anteile der Serie B1 wurden ordnungsgemäß von Point Nine Capital Fund II GmbH & Co. KG, vorbenannt, gezeichnet;
- sieben (7) Anteile der Serie B1 wurden ordnungsgemäß von Point Nine Co-Invest II GmbH & Co. KG, vorbenannt, gezeichnet;
- eintausendfünfhundertsiebenundachtzig (1.587) Anteile der Serie B1 wurden ordnungsgemäß von L'Arche B.V., vorbenannt, gezeichnet;
- siebenhundertvierundneunzig (794) Anteile der Serie B1 wurden ordnungsgemäß von Mercura Capital GmbH, vorbenannt, gezeichnet;
- vierhundertsechundsiebzig (476) Anteile der Serie B1 wurden ordnungsgemäß von SHCO 57 S.à r.l., vorbenannt, gezeichnet.

Zahlung

Die fünftausendvierhunderteinundneunzig (5.491) Anteile der Serie B1 wurden vollständig wie folgt eingezahlt:

- die von Rocket Internet AG, vorbenannt, gezeichneten eintausendfünfhundert-siebenundachtzig (1.587) Anteile der Serie B1 wurden vollständig durch eine Bareinlage in Höhe von eintausendfünfhundertsiebenundachtzig Euro (EUR 1.587) eingezahlt;

- die von JP Ventures UG (haftungsbeschränkt), vorbenannt, gezeichneten zehn (10) Anteile der Serie B1 wurden vollständig durch eine Bareinlage in Höhe von zehn Euro (EUR 10) eingezahlt;
- die von Kaltroco Limited, vorbenannt, gezeichneten dreihundertachtzehn (318) Anteile der Serie B1 wurden vollständig durch eine Bareinlage in Höhe von dreihundertachtzehn Euro (EUR 318) eingezahlt;
- die von Mangrove IV Investments S.à r.l., vorbenannt, gezeichneten fünfhundertdreißig (530) Anteile der Serie B1 wurden vollständig durch eine Bareinlage in Höhe von fünfhundertdreißig Euro (EUR 530) eingezahlt;
- die von TJT (B) (Bermuda) Investment Company Ltd., vorbenannt, gezeichneten fünfundneunzig (95) Anteile der Serie B1 wurden vollständig durch eine Bareinlage in Höhe von fünfundneunzig Euro (EUR 95) eingezahlt;
- die von Point Nine Capital Fund II GmbH & Co. KG, vorbenannt, gezeichneten siebenundachtzig (87) Anteile der Serie B1 wurden vollständig durch eine Bareinlage in Höhe von siebenundachtzig Euro (EUR 87) eingezahlt;
- die von Point Nine Co-Invest II GmbH & Co. KG, vorbenannt, gezeichneten sieben (7) Anteile der Serie B1 wurden vollständig durch eine Bareinlage in Höhe von sieben Euro (EUR 7) eingezahlt;
- die von L'Arche B.V., vorbenannt, gezeichneten eintausendfünfhundertsiebenundachtzig (1.587) Anteile der Serie B1 wurden vollständig durch eine Bareinlage in Höhe von eintausendfünfhundertsiebenundachtzig Euro (EUR 1.587) eingezahlt;
- die von Mercura Capital GmbH, vorbenannt, gezeichneten siebenhundertvierundneunzig (794) Anteile der Serie B1 wurden vollständig durch eine Bareinlage in Höhe von siebenhundertvierundneunzig Euro (EUR 794) eingezahlt;
- die von SHCO 57 S.à r.l., vorbenannt, gezeichneten vierhundertsechundsiebzig (476) Anteile der Serie B1 wurden vollständig durch eine Bareinlage in Höhe von vierhundertsechundsiebzig Euro (EUR 476) eingezahlt.

Der Nachweis über die Existenz und den Wert der oben bezeichneten Einlagen wurde dem unterzeichnenden Notar erbracht.

Die Einlage in Höhe von fünftausendvierhunderteinundneunzig Euro (EUR 5.491) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Sechster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt eine vollständige Neufassung der Satzung der Gesellschaft, um die Kapitalerhöhung gemäß dem fünften Beschluss, sowie weitere Änderungen der Satzung nach der Kapitaleinlage durch die Neuen Investoren wiederzugeben.

Die Satzung der Gesellschaft lautet nunmehr wie folgt:

„A. Name - Zweck - Dauer - Sitz.

Art. 1. Name. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Helpling Group Holding S.à r.l. (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Der Zweck der Gesellschaft ist auch (i) der Erwerb durch Kauf, Eintragung oder in jeder anderen Form, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten, (ii) die Erteilung von Lizenzen bezüglich solchem geistigem Eigentum und solcher gewerblicher Schutzrechte, und (iii) das Innehaben und die Verwaltung von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur, sowie solche, welche geistiges Eigentum oder Grundeigentum betreffen, vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen, im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch einen Gesellschafterbeschluss, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt neunundzwanzigtausendzweihundertsechundachtzig Euro (EUR 29.286,00), bestehend aus

5.1.1 zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen (die „Stammanteile“) mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1),

5.1.2 eintausendsiebenhundertneun (1.709) Anteilen der Serie A1 (die „Anteile der Serie A1“) mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1),

5.1.3 zweitausendfünfhundert (2.500) Anteilen der Serie A2 (die „Anteile der Serie A2“) mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1),

5.1.4 zweitausendvierundachtzig (2.084) Anteilen der Serie A3 (die „Anteile der Serie A3“) mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1),

5.1.5 dreitausenddreihundertvierunddreißig (3.334) Anteilen der Serie A4 (die „Anteile der Serie A4“) mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1),

5.1.6 eintausendsechshundertachtundsechzig (1.668) Anteilen der Serie A5 (die „Anteile der Serie A5“) mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1), gemeinsam mit den Anteilen der Serie A1, den Anteilen der Serie A2, den Anteilen der Serie A3 und den Anteilen der Serie A4 die „Anteile der Serie A“, und

5.1.7 fünftausendvierhunderteinundneunzig (5.491) Anteilen der Serie B1 (die „Anteile der Serie B1“ und auch die „Anteile der Serie B“; die Anteile der Serie A gemeinsam mit den Anteilen der Serie B im Folgenden auch die „Vorzugsanteile“).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung, in einer Gesellschaftervereinbarung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Jeder der Gesellschafter Rocket Internet AG („Rocket“), Netris B.V. („Eiffel“), Aismare Lux Holdings S.à r.l. („Aismare“), JP Ventures UG (haftungsbeschränkt) („JP“), Kaltroco Limited („Kaltroco“), Phenomen Ventures LP („Phenomen“), Mangrove IV Investments S.à r.l. („Mangrove“), TJT (B) (Bermuda) Investment Company Ltd. („TJT“), David W. Zalaznick („DZ“), Luktev GmbH („Luktev“), Point Nine Capital Fund II GmbH & Co. KG („Point Nine Capital“), Point Nine Co-Invest II GmbH & Co. KG („Point Nine Co-Invest“, gemeinschaftlich mit Point Nine Capital „Point Nine“), L'Arche B.V. („L' Arche“), SHCO 57 S.à r.l. („SHCO“) und Mercura Capital GmbH („Mercura“; Mercura gemeinschaftlich mit Rocket, Eiffel, Aismare, Kaltroco, Phenomen, Mangrove, TJT, DZ, Luktev, Point Nine, L'Arche und SHCO die „Investoren“ und jeweils ein „Investor“) ist zur Zeichnung einer Anzahl weiterer bei einer Kapitalerhöhung ausgegebener Anteile berechtigt, wodurch ein Investitionsangebot eines Dritten umgesetzt wird (bei dem es sich weder um einen Gesellschafter, noch um eine mit einem Gesellschafter verbundene Gesellschaft im Sinne der §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG) (ein „Drittinvestor“) handelt), der mit einer Mehrheit des Beirats (wie in Artikel 25.5 definiert) zugestimmt wurde (wobei eine solche Investition als „Investition eines Dritten“ bezeichnet wird) - unabhängig davon, ob diese vom Drittinvestor oder von einem oder mehreren vergleichbaren Gesellschaftern erfolgte - und die zur Erhaltung der Beteiligungsquote an der Gesellschaft vor einer solchen Kapitalerhöhung erforderlich ist, und dies zu denselben Bedingungen, wie bei einer Investition eines Dritten. Der jeweilige Investor oder der bezugsberechtigte Gesellschafter gemäß diesem Artikel 5.3 hat die Gesellschaft durch eine verbindliche Erklärung innerhalb von drei (3) Wochen darüber zu unterrichten, ob er sein Recht gemäß dem vorstehenden Satz dieses Artikels 5.3 ausüben möchte. Dieser Artikel 5.3 ist für den Fall, dass einer der Investoren oder anderen Gesellschafter (oder eine mit einem Investor oder einem anderen Gesellschafter im Sinne der §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG) verbundene Gesellschaft) weitere Anteile zeichnet, entsprechend anwendbar.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs oder die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

6.5 Die Gesellschaft kann Einlagen ohne Ausgabe von Anteilen oder anderen Sicherheiten als Gegenleistung annehmen und diese einer oder mehreren ausschüttbaren Rücklagen zuführen. Entscheidungen bezüglich der Verwendung solcher ausschüttbarer Rücklagen werden gegebenenfalls von dem(den) Gesellschafter(n) oder Geschäftsführer(n) unter Berücksichtigung des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung getroffen.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar, vorbehaltlich der Bestimmungen von Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern der Gesellschaft, sofern vorhanden, insbesondere vorbehaltlich Vorkaufsrechten, Bezugsrechten oder Mitverkaufsrechten-oder Pflichten aus Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern der Gesellschaft übertragen werden.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung einer Mehrheit von fünfundsiebzig Prozent (75%) der Stimmen aller Gesellschafter der Gesellschaft (wobei eine solche Mehrheit als „Qualifizierte Mehrheit“ bezeichnet wird) und vorbehaltlich der Bestimmungen von Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern der Gesellschaft, sofern vorhanden, insbesondere vorbehaltlich Vorkaufsrechten, Bezugsrechten oder Mitverkaufsrechten- oder Pflichten aus Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern der Gesellschaft übertragen werden. Sofern eine solche Zustimmung erteilt wurde, ist eine weitere Einwilligung zur Übertragung von Anteilen nicht erforderlich:

7.4.1 bei einer Übertragung (wie in Artikel 8.1 definiert) oder jeglichen anderen Veräußerung durch einen Investor an eine mit dem betreffenden Investor verbundene Gesellschaft im Sinne der §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG);

7.4.2 bei einer Übertragung oder jeglichen anderen Veräußerung durch einen Investor an eine Gesellschaft, (x) welche direkt oder indirekt (i) diesen Investor oder (ii) einen oder mehrere direkte oder indirekte Gesellschafter des betreffenden Investors (jeweils eine „Kontrollierte Gesellschaft“) Kontrolliert, von diesem Kontrolliert Wird, oder unter der gemeinsamen Kontrolle von diesem steht, wobei die Worte „Kontrolle“ oder „Kontrolliert Wird“ oder „Kontrolliert“ die direkte oder indirekte Beherrschung der Gesellschaft bezeichnet, durch (a) die Leitung der Gesellschaft als geschäftsführender Gesellschafter, (b) das Halten der Mehrheit der Anteile oder (c) das Halten der Mehrheit der Stimmrechte durch eine vertragliche Stimmvereinbarung, oder (d) die einseitige Fähigkeit, direkt oder indirekt die Leitung der Geschäftsführung und Handlungsweisen einer Person, entweder durch das Halten stimmberechtigter Wertpapiere oder anderweitig, zu beeinflussen, oder (y) in welcher der betreffende Investor oder einer oder mehrere Gesellschafter dieses Investors eine direkte oder indirekte Mehrheitsbeteiligung haben;

7.4.3 bei einer Übertragung oder jeglichen anderen Veräußerung (i) an einen Dritten, welcher Anteile unter einer, sofern von den Gesellschaftern der Gesellschaft in einer Gesellschaftervereinbarung beschlossen, vereinfachten Mitarbeiterbeteiligung erwirbt, oder (ii) an die Gesellschaft und/oder einen beliebigen Investor gemäß einer Call-Option im Zusammenhang mit einer Vesting-Regelung, die gemäß einer solchen vereinfachten Mitarbeiterbeteiligung eingeführt wurde;

7.4.4 bei einer Übertragung oder jeglichen anderen Veräußerung im Rahmen von Umwandlungsvorgängen gemäß des Umwandlungsrechts Luxemburgs, insbesondere (jedoch nicht beschränkt auf) eine Verschmelzung der Gesellschaft, sofern die Gesellschafter der Gesellschaft nach einem solchen Umwandlungsvorgang mehr als fünfzig Prozent (50%) an einer überlebenden juristischen Person halten.

7.5 In den in Artikel 7.4.1 bis 7.4.4 vorgesehenen Fällen gelten weder Verpflichtungen zu Verkaufsangeboten, noch Vorkaufsrechte, Bezugsrechte oder Mitverkaufsrechte-oder Pflichten zugunsten anderer Gesellschafter.

7.6 Eine Übertragung oder jegliche andere Veräußerung wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung, Abtretung oder anderen Veräußerung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung, Abtretung oder anderen Veräußerung zugestimmt hat.

7.7 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters nur an neue Gesellschafter übertragen werden, wenn einer solchen Übertragung mit einer Qualifizierten Mehrheit zugestimmt wird (wobei die Anteile des verstorbenen Gesellschafters für diese Zwecke nicht berücksichtigt werden). Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn

die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in oder jeden anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters übertragen werden.

Art. 8. Liquidations- und Verkaufspräferenzen.

8.1 Im Falle (i) einer Übertragung von mindestens fünfzig Prozent (50%) aller Anteile an der Gesellschaft oder eines Tausches oder einer Übernahme der Gesellschaft in wirtschaftlich vergleichbarer Weise in einer oder mehreren verbundenen Transaktionen oder in zeitlicher Nähe zueinander, oder (ii) einer Übertragung von mindestens 50% des Vermögens oder der Geschäfte der Gesellschaft in einer oder mehreren verbundenen Transaktionen oder (iii) einer Übertragung eines wesentlichen Teils der Rechte des geistigen Eigentums der Gesellschaft in einer oder mehreren verbundenen Transaktionen oder (iv) der Liquidation oder der de facto-Liquidation der Gesellschaft (insbesondere nach einem Asset Deal) oder (v) eines Verkaufs oder einer Übertragung von Anteilen an der Gesellschaft entweder an Dritte oder an andere Gesellschafter, was dazu führen würde, dass entweder mehr als fünfzig Prozent (50%) des eingetragenen Gesellschaftskapitals oder mehr als fünfzig Prozent (50%) der Stimmrechte im Besitz der erwerbenden Partei bzw. Parteien wären (change of control), als Ergebnis eines oder mehrerer verbundener Akquisitionen, (wobei jeder der unter (i), (ii) und (iii) beschriebenen Fälle im Folgenden als „Liquiditätsereignis“ bezeichnet wird), werden die Erlöse („Exiterteilungen“) vorbehaltlich des Artikels 8.2 - im Einklang mit Artikel 8.3 auf einer pro rata-Basis (i) entsprechend ihrer Beteiligung am eingetragenen Gesellschaftskapital der Gesellschaft im Falle einer Vermögensübertragung, oder (ii) entsprechend der Anzahl der im Liquiditätsereignis verkauften Anteile (soweit anwendbar) im Falle einer Anteilsübertragung an die Gesellschafter verteilt.

„Übertragung“ meint, im Hinblick auf Vermögenswerte (einschließlich, ohne Beschränkung, Anteile und Rechte des geistigen Eigentums), eine Übertragung, eine Abtretung, einen Verkauf, eine Verpfändung (pledge), eine Beleihung (hypothecation), eine Belastung oder andere Veräußerung dieses Vermögenswertes oder damit verbundener Rechte und Pflichten, ob absichtlich oder unabsichtlich, einschließlich einer Option hinsichtlich jeder der vorgenannten Handlungen.

„Belastung“/„Belastet“ meint Belastungen jedweder Art, einschließlich Hypotheken, Belastungen (charge), Obligationen, Verpfändungen, Beleihungen, Pfandrechte, Sicherungsrechte, Eigentumsvorbehalte, Optionsrechte, Erwerbs- oder Bezugsrechte, Verkaufs- oder Übertragungsbeschränkungen, Vorkaufsrechte, Bezugsrechte, Rechte oder Interessen eines Dritten, Forderungen, Trust-Arrangements, Verträge bezüglich der Übertragung von Wertpapieren, anderer Belastungen oder anderer Sicherungsrechte jeder Art oder anderer Vorzugsvereinbarungen oder Eigenkapital oder anderer Einschränkungen oder Beschränkungen jedweder Art (einschließlich, ohne Beschränkung, Übertragungsabkommen von Titeln oder Vorbehaltsvereinbarungen, Vorverträge oder andere Vereinbarungen bezüglich einer der vorgenannten Handlungen) mit ähnlicher Wirkung;

8.2 Auf einer ersten Vorzugsebene („Erste Vorzugsebene“) erhält jeder Inhaber von Anteilen der Serie B einen Betrag, welcher dem Betrag seiner jeweiligen Gesamtinvestition entspricht, die er getätigt hat, um seine jeweiligen von ihm gehaltenen Anteile der Serie B zu erwerben (bestehend aus dem Nominalbetrag der von diesem Inhaber erworbenen Anteile der Serie B und dem Agio und/oder anderen Kapitaleinlage (Konto 115 des Standardisierten Luxemburgischen Kontenplans), die von dem jeweiligen Inhaber an die Gesellschaft gezahlt wurden). Sind nicht ausreichend Exiterteilungen für die Zahlungen auf der Ersten Vorzugsebene vorhanden, so werden die Exiterteilungen an jeden Inhaber der Anteile der Serie B auf einer pro-rata Basis zu den Beträgen verteilt, die an diesen Inhaber auf der Ersten Vorzugsebene verteilt worden wären, wenn ausreichend Exiterteilungen vorhanden gewesen wären.

8.3 Auf einer zweiten Vorzugsebene („Zweite Vorzugsebene“) erhält jeder Inhaber von Anteilen der Serie A einen Betrag, welcher dem Betrag seiner jeweiligen Investition entspricht, die er zum Erwerb seiner jeweiligen von ihm gehaltenen Anteile der Serie A getätigt hat (d.h. den jeweiligen Nominalbetrag der Anteile der Serie A und die jeweilige zusätzliche Einzahlung). Sind nicht ausreichend Exiterteilungen für die Zahlungen auf der Zweiten Vorzugsebene vorhanden, so werden die Exiterteilungen an jeden Inhaber der Anteile der Serie A auf einer pro-rata Basis zu den Beträgen verteilt, die an diesen Inhaber auf der Zweiten Vorzugsebene verteilt worden wären, wenn ausreichend Exiterteilungen vorhanden gewesen wären.

8.4 Nachdem die Zahlungen auf der Ersten Vorzugsebene und der Zweiten Vorzugsebene geleistet wurden, werden die übrigen Exiterteilungen auf einer gemeinsamen Ebene („Gemeinsame Ebene“) an alle verkaufenden Gesellschafter auf einer pro rata-Basis entsprechend den jeweiligen Anteilen, die im Zusammenhang mit dem Liquiditätsereignis veräußert wurden, verteilt. Sämtliche von einem Gesellschafter auf einer Vorzugsebene erhaltenen Beträge mindern den von diesem Gesellschafter zu erhaltenden Betrag auf der Gemeinsamen Ebene; mit der Maßgabe, dass kein Gesellschafter zur Rückzahlung eines auf der Ersten Vorzugsebene und/oder der Zweiten Vorzugsebene erhaltenen Betrags verpflichtet ist. Exiterteilungen, welche nach der Verteilung gemäß dieses Artikels 8.4 nicht zugeteilt wurden, werden auch im Einklang mit diesem Artikel 8.4 durch die wiederholte Anwendung des Artikels 8.4 verteilt, bis alle Exiterteilungen an die Gesellschafter verteilt wurden. Unabhängig davon, ob der Verkauf von Anteilen in einer oder mehreren Transaktionen erfolgt oder nicht, hat kein Gesellschafter für den Verkauf all seiner Anteile einen Betrag zu erhalten (und übersteigende Beträge an die anderen Gesellschafter zurückzahlen), der höher ist, (i) als sein Anteil an der Gesamtheit der Exiterteilungen auf einer pro rata-Basis zu den verkauften Anteilen, oder (ii) als der Betrag seiner Investition in die Gesellschaft (Zahlung des Kaufpreises für eine eventuelle Vorratsgesellschaft, Einzahlung des Gesellschaftskapitals, einschließlich ggf. des Agios, und Einzahlungen auf Konto 115 des Standardisierten Luxemburgischen Kontenplans „apport en capitaux propres non rémunérés par des titres“ nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg (zusätzliche Beträge)) in Bezug auf die

verkauften Anteile. Werden Anteile der Gesellschaft in mehr als einer Transaktion verkauft, so hat kein Gesellschafter weniger Erlöse zu erhalten, als er erhalten hätte, wenn die Anteile der Gesellschaft in einer Transaktion verkauft worden wären.

8.4 Die bevorzugte Zuteilung auf der Ersten Vorzugsebene und der Zweiten Vorzugsebene gilt zugunsten des entsprechenden Investors solange, wie dieser (einschließlich von Verkäufen vor einem Liquiditätsereignis) den vollständigen Betrag, der an diesen Gesellschafter gemäß der Ersten Vorzugsebene und/oder der Zweiten Vorzugsebene zu verteilen ist, noch nicht erhalten hat.

Art. 9. Rückkauf von Anteilen.

9.1 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen. Die Stimmrechte der von der Gesellschaft gehaltenen Anteile werden so lange ausgesetzt, wie die Anteile von der Gesellschaft gehalten werden.

9.2 Anteile eines Gesellschafters können ohne Zustimmung eines solchen zurückgekauft werden, wenn:

9.2.1 ein Insolvenzverfahren über das Vermögen des Gesellschafters eröffnet wird oder die Eröffnung eines Insolvenzverfahrens mangels Masse abgelehnt wird;

9.2.2 der Anteil des Gesellschafters gepfändet wurde oder Vollstreckungsverfahren anderweitig gegen diesen Anteil eingeleitet wurden und diese Verfahren nicht innerhalb von zwei (2) Monaten vollständig eingestellt sind.

Mit Erhalt durch den Gesellschafter der vom Rat der Geschäftsführer gesendeten Rückkaufserklärung sind die Anteile automatisch zurückgekauft, ohne dass es einer weiteren Handlung bedarf. Die vorliegende Satzung stellt gemeinsam mit der Rückkaufserklärung ein gültiges Dokument im Sinne des Artikels 190 des Gesetzes von 1915 dar und die Gesellschaft bestätigt hiermit die Kenntnisaufnahme der Übertragung der Anteile, akzeptiert diese und verpflichtet sich zur Eintragung dieser Übertragung in ihrem Anteilsregister und zur entsprechenden gesetzlich geforderten Hinterlegung für diesen Fall.

9.3 Wird der Anteil von mehreren Personen gehalten, ist das Vorliegen eines Grundes zum Rückkauf in Bezug auf eine Person ausreichend; unabhängig davon können mehrere gemeinschaftlich berechnigte Personen die Gesellschafterrechte nur dann und einheitlich ausüben, wenn eine der gemeinschaftlich berechnigten Personen unverzüglich nach Eintritt der gemeinschaftlichen Berechnigung zu diesem Zwecke ernannt wird.

9.4 Ein Rückkauf kann durch den Rat der Geschäftsführer erklärt werden. Die Rückkaufserklärung wird wirksam, sobald der betreffende Gesellschafter die Erklärung erhält und ein entsprechender Gesellschafterbeschluss gefasst wird (außer im Falle von Artikel 9.2 dieser Satzung, in welchem keine Erklärung des Gesellschafters und kein entsprechender Gesellschafterbeschluss erforderlich sind).

Art. 10. Ausgleichszahlung für den Rückkauf.

10.1 Der Rückkauf erfolgt gegen eine Ausgleichszahlung.

10.2 Die Ausgleichszahlung besteht aus einem Gesamtbetrag, welcher dem Marktwert der zurückgekauften Anteile entspricht. Als Stichtag gilt der Tag vor dem Rückkaufbeschluss.

10.3 Die Ausgleichszahlung für den Rückkauf ist unmittelbar mit dem Rückkauf der Anteile fällig und zahlbar.

10.4 Der ausscheidende Gesellschafter ist nicht dazu befugt, von der Gesellschaft Sicherheiten für ausstehende Beträge zuzüglich Zinsen zu verlangen.

10.5 Bei Streitigkeiten hinsichtlich des Betrags der zu zahlenden Ausgleichszahlung für den Rückkauf ist diese Ausgleichszahlung von einem Wirtschaftsprüfer in der Eigenschaft als Schiedsgutachter, der von den Gesellschaftern gemeinschaftlich ernannt wird, festzulegen. Wird über die Ernennung des Schiedsgutachters keine Einigung erzielt, so wird dieser auf Ersuchen eines Gesellschafters oder der Gesellschaft vom Vorsitzenden des Bezirksgerichts (Tribunal d'Arrondissement) bestimmt. Die Entscheidung des Schiedsgutachters ist bindend. Die Kosten für das Gutachten werden von der Gesellschaft und dem betreffenden Gesellschafter zu gleichen Teilen getragen, wobei der vom Gesellschafter zu tragende Teil mit der Ausgleichszahlung für den Rückkauf verrechnet und die Ausgleichszahlung für den Rückkauf dementsprechend herabgesetzt wird. Der Gesellschafter hat die übrigen Kosten zu tragen, sofern die Ausgleichszahlung für den Rückkauf die dem Gesellschafter zugewiesenen Kosten für das Gutachten nicht deckt.

Art. 11. Abtretung anstelle von Rückkauf.

11.1 Die Gesellschaft kann entscheiden, dass der betreffende Gesellschafter anstelle des Rückkaufs die Anteile an eine von der Gesellschaft benannte Person (einschließlich eines anderen Gesellschafters) zu übertragen hat, auch im Falle eines Teilrückkaufs oder einer Teilabtretung der Anteile an die Gesellschaft oder an eine von der Gesellschaft benannte Person.

11.2 Der vorliegende Artikel 11 gilt mit der Maßgabe, dass, wie in Artikel 10 dieser Satzung vorgesehen, die Ausgleichszahlung für die abzutretenden Anteile durch die die Anteile erwerbende Person geschuldet ist und dass die Gesellschaft als Garant haftet.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 12. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

12.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung ausdrücklich vorbehalten sind.

12.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

12.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der zu fassenden Beschlüsse oder Entscheidungen in ausformulierter Form und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

12.4 Gesellschafterbeschlüsse werden in Versammlungen gefasst. Sofern nicht zwingende gesetzliche Vorschriften eine andere Form vorschreiben, können sie auch außerhalb von Versammlungen in schriftlicher Form (einschließlich E-Mail oder Fax) oder durch telefonische Abstimmung gefasst werden, sofern ein solches Verfahren von einem Gesellschafter ersucht wird und kein anderer Gesellschafter innerhalb von zwei (2) Wochen in schriftlicher Form Widerspruch gegen dieses Verfahren gegenüber dem Rat der Geschäftsführer der Gesellschaft einlegt. Wird innerhalb von zwei (2) Wochen kein Widerspruch gemäß des vorstehenden Satzes eingelegt, so werden die Stimmen der nicht an der Abstimmung teilnehmenden Gesellschafter als Enthaltungen gewertet. Schriftliche Beschlüsse sind von jedem Gesellschafter zu unterzeichnen und die Niederschrift ist jedem Gesellschafter unverzüglich zuzusenden. Beschlüsse, welche nicht in schriftlicher Form gefasst werden, sind schriftlich zu bestätigen. Eine solche Bestätigung hat ausschließlich feststellende Bedeutung.

12.5 Von jedem Beschluss, der in Gesellschafterversammlungen gefasst wurde, ist unverzüglich eine Niederschrift anzufertigen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit), die das Datum und die Form des gefassten Beschlusses, den Inhalt des Beschlusses und die abgegebenen Stimmen zu enthalten hat, es sei denn, die Gesellschafterbeschlüsse wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift muss jedem Gesellschafter unverzüglich in schriftlicher Form zugesendet werden.

12.6 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften des Abschnitts XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jede Bezugnahme auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezugnahme auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 13. Gesellschafterversammlung.

13.1 Gesellschafterversammlungen finden am Sitz der Gesellschaft oder an einem Ort und zu einer Zeit statt, welche in der entsprechenden Einladung genauer bestimmt werden.

13.2 Die Gesellschafterversammlung wird mittels Einschreiben (Zustellung zu eigenen Händen, Einschreiben oder Einschreiben mit Rückschein) an jeden Gesellschafter einberufen und beinhaltet den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung, wobei bei ordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens vier (4) Wochen und bei außerordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens zwei (2) Wochen einzuhalten ist. Die Ankündigungsfrist beginnt am Tag nach dem Versand. Der Tag der Gesellschafterversammlung wird bei der Berechnung der Ankündigungsfrist nicht berücksichtigt.

13.3 Falls alle Gesellschafter in einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und auf Einladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Versammlung auch ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden.

13.4 Jeder Gesellschafter ist dazu berechtigt, bei der Gesellschafterversammlung von einem anderen durch eine schriftliche Vollmacht dazu berechtigten Gesellschafter oder von einem Anwalt, Steuerberater oder Wirtschaftsprüfer unter der Berufsverschwiegenheitspflicht begleitet oder vertreten zu werden.

13.5 Eine Niederschrift hinsichtlich des Ablaufs der Versammlung ist (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit) anzufertigen und hat den Ort und das Datum der Versammlung, die Teilnehmer, die Tagesordnungspunkte, den Hauptinhalt der Verhandlungen und die Gesellschafterbeschlüsse zu beinhalten, es sei denn, die Verhandlungen der Gesellschafterversammlung wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift ist von allen bei der Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern zu unterzeichnen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit). Jedem Gesellschafter ist eine Kopie der Niederschrift zuzusenden.

Art. 14. Quorum und Abstimmung.

14.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

14.2 Eine Gesellschafterversammlung ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens fünfzig Prozent (50%) des Gesellschaftskapitals vertreten sind. Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes von 1915, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben. Bei Beschlussunfähigkeit ist unverzüglich im Einklang mit Artikel 13.2 eine neue Gesellschafterversammlung mit derselben Tagesordnung einzuberufen. Diese Gesellschafterversammlung ist dann unabhängig von dem vertretenen Gesellschaftskapital beschlussfähig, sofern darauf in der die Versammlung einberufenden Ladung hingewiesen wurde und Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Art. 15. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 16. Änderung der Satzung. Eine Änderung dieser Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer zahlenmäßigen

Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die gleichzeitig eine Qualifizierte Mehrheit darstellen, die die Zustimmung aller Investoren vorausgesetzt. Änderungen dieser Satzung, durch welche die Rechte der Inhaber der Vorzugsanteile erheblich oder nachteilig beeinflusst werden, bedürfen der Zustimmung aller Inhaber dieser Vorzugsanteile.

Art. 17. Beschlüsse, die eine spezifische Mehrheit erfordern.

17.1 Gesellschafterbeschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Qualifizierte Mehrheit und zudem die Zustimmung des Beirats:

17.1.1 Abschluss, Änderung und Kündigung von Unternehmensverträgen (im Sinne der §§ 291 ff. des deutschen Aktengesetzes (AktG));

17.1.2 Abschluss oder Änderung von Unternehmensbeteiligungen (um Zweifel auszuschließen, nicht durch die Veräußerung von Anteilen) jeglicher Art einschließlich stiller Beteiligungen und sämtlicher Verträge, durch welche die andere Vertragspartei eine Beteiligung am Gewinn der Gesellschaft erhält oder jede Zahlung, welche vom Gewinnbetrag der Gesellschaft abhängig ist; dies umfasst nicht Verträge mit Gesellschaftern oder Angestellten der Gesellschaft, einschließlich Verträge, welche im Hinblick auf einen voraussichtlichen Status als Gesellschafter oder Angestellter abgeschlossen wurden, sowie Verträge mit Dritten innerhalb des gewöhnlichen Geschäftsgangs, z.B. Verträge zwischen der Gesellschaft und Werbepartnern.

17.2 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Qualifizierte Mehrheit und zudem die Zustimmung aller Investoren:

17.2.1 wesentliche Änderungen des Geschäftszwecks der Gesellschaft oder jegliche wesentliche Modifikation der Geschäftsfelder der Gesellschaft oder die Aufgabe bestehender und die Aufnahme neuer Geschäftsfelder;

17.2.2 Ausschluss von Bezugsrechten im Falle von Kapitalerhöhungen;

17.2.3 Erwerb eigener Anteile der Gesellschaft, mit Ausnahme der Erwerbe gemäß Artikel 9.2 und Übertragungen gemäß Artikel 11.1 dieser Satzung;

17.2.4 Veräußerung des gesamten Gesellschaftsvermögens oder eines beträchtlichen Anteils des Gesellschaftsvermögens einschließlich des Beschlusses hinsichtlich der Liquidation der Gesellschaft;

17.2.5 Verschmelzung, Ausgliederung und Umwandlung der Gesellschaft.

17.3 Ist das Gesellschaftskapital in verschiedene Anteilklassen unterteilt, so können die spezifischen Rechte und Pflichten im Zusammenhang mit einer Anteilsklasse mit der einstimmigen und schriftlichen Zustimmung der Gesellschafter, die alle ausgegebenen Anteile dieser Anteilsklasse halten, verändert oder aufgehoben werden.

D. Rat der Geschäftsführer

Art. 18. Befugnisse des Alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.

18.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Rat der Geschäftsführer.

18.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich in dieser Satzung verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.

18.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Geschäftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 19. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

19.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt, welche ihre Bezüge und ihre Amtszeit festlegt.

19.2 Die Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund ernannt oder abberufen werden.

19.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß in der Niederschrift des betreffenden Gesellschafterbeschlusses festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

Art. 20. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

20.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderem Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit des ersetzten Geschäftsführers nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

20.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 21. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

21.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich auf Einberufung durch einen Geschäftsführer. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

21.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe

der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer per Post, Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie eines solchen Dokuments ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

21.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zustimmen und diese unterzeichnen.

Art. 22. Geschäftsführung.

22.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise selbst ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

22.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer einen anderen Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

22.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er einen anderen Geschäftsführer schriftlich oder durch Faxschreiben, per E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

22.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

22.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest eine Mehrheit der Geschäftsführer in einer Sitzung anwesend oder vertreten ist.

22.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung allerdings unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

22.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, oder per E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

22.8 Die Geschäftsführer benötigen die Zustimmung des Beirats für die unten genannten Rechtsgeschäfte und Maßnahmen. Eine Zustimmung ist nicht erforderlich, sofern solche Rechtsgeschäfte und Maßnahmen präzise definiert und im Voraus von einem bewilligten Haushaltsplan mit der Zustimmung des Beirats genehmigt wurden:

22.8.1 Genehmigung des Jahresplans, einschließlich des Haushaltsplans für jedes folgende Jahr;

22.8.2 Übernahme von Bürgschaften, Garantien oder ähnlichen Verpflichtungen, die einen Betrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000,00) übersteigen;

22.8.3 Termingeschäfte über Devisen, Sicherheiten und börsengehandelte Waren und Rechte, sowie weitere Transaktionen mit derivativen Finanzinstrumenten;

22.8.4 Gewährung, Einführung und Änderung von Versorgungsverpflichtungen jeglicher Art;

22.8.5 Abschluss, Änderung oder Kündigung von Unternehmenstarifverträgen, Betriebsvereinbarungen (von erheblicher Bedeutung) und allgemeiner Richtlinien hinsichtlich der betrieblichen Altersvorsorge der Gesellschaft;

22.8.6 Einleitung oder Beendigung von Rechtsstreitigkeiten, insbesondere Schiedsgerichtverfahren mit einem Streitwert von über zweihunderttausend Euro (EUR 200.000,00) im Einzelfall;

22.8.7 Transaktionen der Gesellschaft und ihrer Investoren mit verbundenen juristischen und natürlichen Personen;

22.8.8 Übertragung von Rechten des geistigen Eigentums oder dokumentiertem Wissen durch die Gesellschaft an einen Dritten, die außerhalb des gewöhnlichen Geschäftsbetriebs liegt;

22.8.9 Verwendung des Jahresergebnisses; Zahlungen von Gewinnen in Kapitalreserven oder der Gewinnvortrag solcher Gewinne auf neue Rechnung; Erhöhung oder Herabsetzung von Reserven, sowie Kapitalerhöhung aus Gesellschaftsmitteln;

22.8.10 Gewährung, Schaffung oder Änderung eines Mitarbeiterbeteiligungs-programms (einschließlich der Gewährung jeglicher Aktienoptionen) mit Ausnahme der Schaffung einer vereinfachten Mitarbeiterbeteiligung, die zwischen den Gesellschaftern der Gesellschaft in einer Gesellschaftervereinbarung, sofern vorhanden, vereinbart wurde.

22.9 Ist die Zustimmung zum Erwerb, zum Verkauf oder zur Belastung von Objekten wie oben beschrieben erforderlich, so ist die Zustimmung ebenfalls für die damit verbundenen vertraglichen Verpflichtungen erforderlich. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen Beschluss weitere Transaktionen und Maßnahmen bestimmen, die die Zustimmung des Beirats erfordern. Der Beirat kann seine Zustimmung für bestimmte Gruppen und Arten von Transaktionen und Maßnahmen auch im Voraus erteilen.

22.10 Die Gesellschafter können durch einen Gesellschafterbeschluss eine Geschäftsordnung für die Geschäftsführer beschließen.

22.11 Die Geschäftsführung hat sicherzustellen, dass die Bestimmungen dieses Artikels 22, soweit gesetzlich möglich, auf die gleiche Weise auf sämtliche verbundenen Gesellschaften angewendet werden, in welchen die Gesellschaft direkt oder indirekt gegenwärtig oder künftig eine Mehrheitsbeteiligung hält.

Art. 23. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer; Protokoll der Entscheidungen des Alleinigen Geschäftsführers.

23.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore und dem Schriftführer (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), bedarf es der gemeinsamen Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter). Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), bedarf es der gemeinsamen Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter).

23.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 24. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen (i) durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsamen Unterschriften zwei (2) beliebiger Geschäftsführer wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft nur durch die gemeinsamen Unterschriften mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsamen Unterschriften oder die alleinige Unterschrift jedweder Person (en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

Art. 25. Beirat.

25.1 Die Gesellschaft hat einen Beirat gebildet (der „Beirat“). Dieser besteht aus acht (8) stimmberechtigten Mitgliedern. Die Gesellschafter können durch einstimmige Zustimmung der Gesellschafter die Anzahl der stimmberechtigten Mitglieder des Beirats erhöhen oder herabsetzen.

25.2 Die Gesellschafter können die Geschäftsordnung für den Beirat nur durch einstimmige Zustimmung der Gesellschafter festlegen und/oder verändern.

25.3 Die stimmberechtigten Mitglieder des Beirats werden von dem ernennenden Gesellschafter jedes entsprechenden Mitglieds durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft wie folgt ernannt, abberufen oder ersetzt:

25.3.1 zwei (2) stimmberechtigte Mitglieder des Beirats, von denen eines über drei (3) Stimmen und eines über zwei (2) Stimmen verfügt, werden von dem Gesellschafter Rocket nach eigenem Ermessen ernannt (die „Rocket-Mitglieder“);

25.3.2 ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats, das über eine (1) Stimme verfügt, wird von dem Gesellschafter Aismare nach eigenem Ermessen ernannt (das „Aismare-Mitglied“);

25.3.3 ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats, das über eine (1) Stimme verfügt, wird von dem Gesellschafter Phenomen nach eigenem Ermessen ernannt (das „Phenomen-Mitglied“);

25.3.4 ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats, das über eine (1) Stimme verfügt, wird von dem Gesellschafter Mangrove nach eigenem Ermessen ernannt (das „Mangrove-Mitglied“);

25.3.5 ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats, das über eine (1) Stimme verfügt, wird von dem Gesellschafter L'Arche nach eigenem Ermessen ernannt (das „L'Arche-Mitglied“);

25.3.6 ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats, das über eine (1) Stimme verfügt, wird von dem Gesellschafter SHCO nach eigenem Ermessen ernannt (das „SHCO-Mitglied“); und

25.3.7 ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats, das über eine (1) Stimme verfügt, wird von dem Gesellschafter Mercura nach eigenem Ermessen ernannt (das „Mercura-Mitglied“).

25.4 Jeder Investor, der nicht zur Ernennung eines stimmberechtigten Mitglieds des Beirats gemäß Artikel 25.3 berechtigt ist, darf ein nicht-stimmberechtigtes Mitglied des Beirats als Beobachter ernennen.

25.5 Der Beirat hat einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden, wobei keiner von beiden eine entscheidende Stimme und/oder zusätzliche Rechte und/oder Befugnisse hat, die sich von denen der anderen Mitglieder des Beirats unterscheiden. Eines der Rocket-Mitglieder ist der Vorsitzende des Beirats. Die Geschäftsordnung des Beirats hat weitere Bestimmungen, insbesondere hinsichtlich der Selbstorganisation des Beirats, zu enthalten. Vorbehaltlich anderer Zustimmungs- oder Genehmigungserfordernisse gemäß dieser Satzung und/oder Gesellschaftervereinbarungen bezüglich der Gesellschaft, sofern vorhanden, fasst der Beirat Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen (die „Mehrheit des Beirats“). Darüber hinaus fasst der Beirat, für bestimmte Maßnahmen, die sich aus einer Gesellschaftervereinbarung ergeben, Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen, sofern die Ja-Stimmen von zwei (2) Aismare-Mitgliedern und/oder Phenomen-Mitgliedern und/oder Mangrove-Mitgliedern und/oder L'Arche-Mitgliedern und/oder SHCO-Mitgliedern und/oder Mercura-Mitgliedern oder jedem anderen Mitglied des Beirats, das nach dem Datum dieser Satzung ernannt wird, eingeschlossen sind (die „Qualifizierte Mehrheit des Beirats“). Der Beirat hält regelmäßig Sitzungen ab, mindestens einmal pro Kalenderquartal.

25.6 Vorbehaltlich anderer Zustimmungs- oder Genehmigungserfordernisse gemäß dieser Satzung und/oder Gesellschaftervereinbarungen bezüglich der Gesellschaft, sofern vorhanden, hat der Beirat eine beratende Funktion und wird nicht in die Geschäftsführung der Gesellschaft eingreifen.

25.7 Der Beirat ist kein Aufsichtsrat im Sinne des Artikels 60bis-11 ff. des Gesetzes von 1915.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 26. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

26.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

26.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

26.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

26.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréés) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

26.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinnverwendung - Abschlagsdividenden

Art. 27. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 28. Jahresabschluss und Gewinne.

28.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

28.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

28.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

28.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft verhältnismäßig herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

28.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung, wie der verbleibende jährliche Nettogewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

28.6 Vorbehaltlich des Artikels 8 erfolgen Ausschüttungen an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 29. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

29.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur

Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag wird gegebenenfalls - im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 8 - verteilt und darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste und Summen, die einer Rücklage zugeführt werden, welche nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung nicht ausgeschüttet werden darf, übersteigen.

29.2 Das Agio, andere Kapitalreserven oder andere ausschüttbare Rücklagen können im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 30. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird, haben die Liquidatoren die weitestgehenden Befugnisse für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares recht

Art. 31. Anwendbares Recht.

31.1 Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und jeder Gesellschaftervereinbarung bezüglich der Gesellschaft, die die Gesellschafter mitunter mit der Gesellschaft eingehen und durch die bestimmte Bestimmungen dieser Satzung ergänzt werden könnten. Sollte ein Artikel dieser Satzung mit den Bestimmungen einer Gesellschaftervereinbarung bezüglich der Gesellschaft in Widerspruch stehen, so ist die Gesellschaftervereinbarung zwischen den Parteien, soweit nach luxemburgischem Recht zulässig, maßgebend.

31.2 Diese Satzung wurde auf Englisch verfasst, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend."

Siebter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Herrn Julien De Mayer, geboren am 9. April 1982 in Etterbeek, Belgien, geschäftsansässig in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, mit sofortiger Wirkung und für unbegrenzte Dauer als Geschäftsführer der Kategorie B der Gesellschaft zu ernennen.

Kosten und Auslagen

Die Kosten, Auslagen, Honorare und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft zu tragen sind, werden auf ungefähr EUR 2.200,- geschätzt.

Hierüber wurde diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten, Datum aufgenommen.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Verlangen besagter erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.

Die vorstehende Urkunde ist dem Bevollmächtigten der erschienenen Parteien, welcher dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, verlesen und vom Notar gemeinsam mit diesem Bevollmächtigten unterzeichnet worden.

Gezeichnet: K. DE WAEL, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 05 février 2015. Relation: 1LAC/2015/3654. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 26. Februar 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015041011/1565.

(150046660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2015.

Gatin Lux, Société Anonyme.

Siège social: L-8826 Perle, 3, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 117.104.

En date du 17 février 2015, la démission de l'administrateur-délégué, à savoir Monsieur Jean-Marc GATIN a été accepté.

Référence de publication: 2015042932/8.

(150049207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

River Melody Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 155.791.

L'an deux mille quinze, le vingt-trois janvier,

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de la société

RIVER MELODY S.à r.l.

une société à responsabilité limitée, dont le siège social est établi à L-1610 Luxembourg, 4-6, Avenue de la Gare, constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 septembre 2010,

publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, en date du 10 novembre 2010, numéro 2419, page 116.093.

Les statuts de la société ont été modifiés par acte de Maître Henri Hellinckx, notaire demeurant à Luxembourg, le 23 novembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 3 janvier 2012, numéro 17.

A comparu à cet effet:

BELGON LIMITED, société à responsabilité limitée de droit de Chypre, ayant son siège social à Prodromou & Zinonos Kiteios 2, Palaceview House, P.C. 2064, Nicosie, Chypre, inscrite au «Registrar of Companies» de Chypre sous le numéro HE 152049

ici représentée par Madame Priscillia Clechet, employée privée, ayant son adresse professionnelle à L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare, agissant en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associée unique de la dite société, et en sa qualité d'associée unique, la dite partie comparante a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'associée unique décide de changer le régime de signature sous lequel la société sera valablement engagée. Ainsi, l'associée unique décide que dorénavant la société sera valablement engagée, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance.

Deuxième résolution:

En exécution de ce qui précède, l'associée unique décide de modifier l'article 12 alinéa 6 des statuts pour lui conférer dorénavant la teneur suivante:

Dans la version anglaise des statuts:

“ **Art. 12. Sixth paragraph.** The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of two members of the board of managers”

Dans la version française des statuts:

« **Art. 12. Sixième alinéa.** La Société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signés: P. CLECHET, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 février 2015. Relation: EAC/2015/2698. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME

PETANGE, le 11 mars 2015.

Référence de publication: 2015039972/51.

(150045473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2015.